

CHINE :

voir p.9

LA CAMPAGNE CONTRE LA DROITE -1-

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

MARDI
16

MARS
1976

N° 136
1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Après les élections LA GAUCHE FACE AUX LUTTES

Les organisations syndicales CGT et CFDT appellent à toute une série d'actions, au long de cette semaine. De nombreuses branches marqueront d'une ou plusieurs journées de grève leur mécontentement profond sur les salaires, les conditions de travail... Ils vont rejoindre, ne serait-ce que ponctuellement, par la simultanéité des actions engagées, plusieurs dizaines d'usines en lutte (Peugeot-Mandeure, SNAV, General Motors de Strasbourg, la CGE...) pour les salaires ou pour l'emploi (Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon, Fougères...) !

Profitant de ce contexte de luttes, les partis de la gauche bourgeoise, les défenseurs du Programme Commun, y vont de leur couplet : pour E. Maire (qui exprimait hier matin, sur Europe 1, les espoirs de la social-démocratie) : «Les grévistes de cette semaine et ceux qui ont donné la victoire à la gauche dimanche» seraient «les mêmes» ! Selon lui, il y aurait donc «une correspondance de plus en plus directe entre les luttes et le bulletin de vote»...

Marchais, ne voulant sans doute pas être de reste, souligne à grand trait la nécessité pour son parti, d'«être présent sur tous les terrains de luttes», de s'affirmer en faisant connaître largement les résultats de son Congrès aux masses !

Mais où ont-ils vu, gens du P«C» comme du PS que les luttes actuelles convergent vers leurs solutions ?

- Est-ce dans les conclusions du XXII^e Congrès, congrès de la main tendue aux cadres et aux

«petits» patrons, que la classe ouvrière de la Métallurgie trouvera réponse à ses aspirations à remettre en cause les classifications de division ?

- Est-ce dans la déclaration d'E. Maire au sujet des luttes de Fougères et de Narbonne, hier matin, que les travailleurs trouveront un quelconque écho à leur volonté croissante d'unité entre ouvriers et payans ? Ils n'y rencontreront au contraire qu'une condamnation sans appel de tout usage de la violence pour défendre les luttes : d'après Maire, c'est Poniatowski qui aurait «poussé à une révolte aux aspects peu populaires, violents, qui constituent un jeu dangereux...» Et il s'agirait de réaliser des «actions majoritaires et unitaires qui évitent les pièges de la répression» grâce au caractère «calme et mesuré» que la CFDT souhaite voir prendre aux luttes !

Non, vraiment, ce n'est pas dans de telles déclarations que les travailleurs pourront se reconnaître, eux qui séquestrent le patron de Rhône-Poulenc, affrontent les «tuniques bleues» de la General Motors à Strasbourg, barrent les autoroutes comme ceux de la Rhodia ou repoussent les attaques des cadres comme récemment à Arras, à la lance à incendie... Pour faire aboutir leurs revendications, pour avancer vers une issue révolutionnaire à la crise, les travailleurs, eux, commencent à se poser concrètement la question de l'auto-défense des luttes... et les urnes sont déjà loin !
Stéphane RAYNAL

LES TRAVAILLEURS A L' OFFENSIVE p.5 et 6

Cycles Peugeot (Mandeure) : «300 francs pour tous»



Les cycles Peugeot



Les traditions de lutte des ouvrières de Bourgogne-Electronique : ici, une précédente manifestation.

Bourgogne Electronique (Dijon) «400 F pour tous»

• RHÔNE-POULENC (Péage) : Le patron séquestré

• BOURGOGNE ELECTRONIQUE (Dijon) : «400 francs pour tous»

• MICHELIN : grèves tournantes dans tout le trust !

• SNAV (Vénissieux) : Pour le respect de l'ouvrier

• GÉNÉRAL MOTORS (Strasbourg) : contre les cadences

• CABLES DE LYON (Reims) : Contre les nouvelles classifications

• CEM (Nancy) : 5^e semaine de congés

• FOUGÈRES : Non aux licenciements

La flottaison du franc UNE DEVALUATION CAMOUFLÉE voir p.3

EGYPTE-URSS
Rupture du traité d'amitié

voir p.8

SAHARA
OCCIDENTAL
LES FETES DE
L'INDÉPENDANCE

De notre envoyé spécial
Grégoire CARRAT -
voir p. 12

SOMMAIRE :

- Les grandes surfaces : une bonne affaire pour qui ? -P2-
- Cantonale : les partis bourgeois préparent le 3^e tour -P3-
- La grève de la RATP -P5-
- Etudiants : la question de l'unité populaire -P8-
- Chine : la campagne contre la droite : les critiques se précipitent -P9-
- Le rassemblement communiste du 21 mars -P10-

ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(13)

Les grandes surfaces UNE BONNE AFFAIRE POUR QUI ?

Dans les années 60, quand a commencé la vague des super-marchés, la presse nous les présentait comme la concrétisation de cette société d'abondance que nous aurions été sur le point d'atteindre. Des prix réduits grâce aux circuits directs, et à la suppression des intermédiaires, un choix abondant...

Tout était là pour accréditer ce mirage : des éclairages qui mettent en valeur les emballages bariolés, la musique douce, la voix «off» qui vous invite à essayer ceci et à goûter cela...

Ce développement des super-marchés avait donc une fonction idéologique : c'était là que se célébrait le rite de la société de consommation.

Mais il avait d'autres buts. Les années 60, ce sont aussi celles de l'intensification du travail, celles de la généralisation des 3x8, celles de la «mobilité de l'emploi», qui aboutissent à allonger interminablement les temps de trajet, celles aussi de la croissance des

«villes nouvelles». Tout cela avait une conséquence, entre autres : l'allongement de la journée de travail, l'augmentation du surmenage. Il devient de plus en plus difficile de faire ses courses en rentrant chez soi le soir. Il fallait donc des points de vente où on puisse s'approvisionner en fin de semaine grâce à la voiture et au réfrigérateur, devenus indispensables.

L'implantation de super-marchés dans les banlieues, les cités ouvrières, les villes nouvelles était une sorte de réponse au coup par coup au bouleversement de la journée de l'ouvrier imposé par la croissance capitaliste.

Mais au moins, l'augmentation de la consommation a-t-elle justifié les promesses ? Le brutal freinage, depuis 73, dans la création de nouveaux super-marchés apporte un élément de réponse : la musique, la publicité ne suffisent pas à faire consommer les ouvriers quand ceux-ci voient leur pouvoir d'achat diminuer.



Une employée d'un «Casino» témoigne

Nous faisons un boulot très dur. Les filles commencent à 1750F, et font 41 h 30 par semaine. Elles sont debout toute la journée, et on leur demande du rendement. Les patrons préfèrent jeter des fruits abîmés plutôt que de nous les donner. Est-ce qu'ils ont peur qu'on en abîme exprès ?

TRAFICS

Les prix des articles sont fixés après une enquête sur ceux des supermarchés voisins. On baisse 700 prix pendant une semaine pour faire venir des clients. Puis les prix remontent. Chaque semaine, il y a un nouveau produit en réclame. Mais le client n'y trouve pas son compte : un produit est moins cher, l'autre plus. Les supermarchés jouent sur le fait que les clients veulent tout acheter au même endroit. Si les clients achètent

là, c'est qu'ils ont la facilité d'avoir tout au même endroit, ils font leur courses pour plusieurs jours. Ce qu'il faudrait, c'est repérer dans chacun des supermarchés ce qu'il y a de meilleur marché, et faire ses courses dans tous.

LE VOL DANS LES GRANDS MAGASINS

Le vol, il y en a beaucoup, ça dépasse 10% du chiffre d'affaires. Il y a toutes sortes de gens qui volent : on a même pris un inspecteur des impôts qui avait volé du Cognac !

Les surveillants ne servent à rien : les clients changent les étiquettes. On ne s'y reconnaît que sur les produits courants ; mais ne sait pas faire la différence entre un champagne à 15F et un champagne à 40F, surtout les jeunes caissières. Et puis, les prix changent tellement souvent !

LA MÉFIANCE RÉGNE

Le personnel lui-même est très surveillé, pendant plusieurs années, on n'avait pas le droit d'avoir de poche à sa blouse. Et maintenant, on de

nouvelles blouses avec de toutes petites poches. Pour sortir, on doit passer à une caisse attirée, et on n'a pas le droit de retourner dans les vestiaires après les heures.

Un jour, deux touristes étrangers ont mangé des chocolats dans les rayons ; et quand on leur a apporté le papier du chocolat avec le prix dessus, pour leur faire payer, ils ont répondu qu'il n'y avait aucune loi qui disait que c'était du vol !

NE PLUS SE FAIRE ESCROQUER

Les travailleurs qui vont faire leurs provisions dans les supermarchés se méfient de plus en plus des fraudes et des trafics. Il y a des clients qui rapportent des poulets cuits et veulent le faire goûter au chef pour qu'il reconnaisse qu'il a mauvais goût, d'autres qui ramènent des yaourts liquides. Ils protestent contre les erreurs d'étiquettes. Par exemple, il est arrivé que du bœuf à braiser soit vendu comme du rosbif ; au four, c'était devenu du caoutchouc : le client l'a rapporté. Les clients demandent à changer les boîtes de conserves cabossées, rouillées...

Nous avons interrogé un couple d'ouvriers, qui a deux enfants, et qui habite dans un quartier populaire de Paris.

Quotidien du Peuple : Pensez-vous que les supermarchés vendent moins cher ?

—Oui, c'est sûr, les supermarchés vendent moins cher certains articles. Mais ils se rattrapent sur d'autres, qui sont plus chers. Dans un quartier comme celui-ci, il y a beaucoup de commerçants. Quand on a le temps, le mieux, c'est de faire ses achats chez plusieurs commerçants, pour trouver chez chacun ce qu'il y a de moins cher. Mais quand on travaille, c'est difficile de faire ces économies.

QdP : Et du point de vue de la qualité ?

—C'est certainement moins bien que chez les petits commerçants, surtout c'est moins frais. Par exemple, dans un supermarché, des carrés de fromage avaient dépassé la date limite de vente. Alors au lieu de les jeter, ils les ont vendus 1F50 au lieu de 2F. Nous en avons acheté quand même parce que c'était moins cher.

Probablement, si nous avions les moyens, nous préférons aller chez les petits commerçants. Avec eux, on peut prendre le temps de parler, ils nous conseillent. Les vendeuses des grandes surfaces n'ont pas le temps de discuter avec les clients, le patron veut qu'elles encaissent le maximum d'argent par jour. Bien sûr, ce n'est pas pour leur poche. Pourtant, quand elles ont le temps, elles nous conseillent aussi, peut-être mieux que les petits commerçants, parce qu'elles ne cherchent pas à écouler leur marchandise à tout prix.

Les grands magasins et le vol du consommateur

(un employé d'un grand magasin : Carrefour Watignies)

L'employé qui doit mettre en rayon les produits est également chargé d'un autre travail : tromper le consommateur, d'abord sur la qualité. Par exemple, les melons lorsqu'ils pourrissent deviennent gris, les employés doivent les frotter afin que cette teinte disparaisse : on les met alors bien en évidence et les clientes les choisissent en premier.

Les feuilles des radis jaunissent lorsqu'ils sont depuis un certain temps dans le magasin ; on fait enlever à l'employé les feuilles jaunes... Dans les filets de 3 kgs d'oranges, souvent un fruit est pourri... on vous le fait mettre alors bien au centre du filet...

Ces petits «trucs» sont connus de beaucoup de commerçants, mais les grands magasins ont d'autres pratiques qui peuvent être plus dangereuses pour le consommateur : pour les pots de crème fraîche ou autres, lorsque les dates-limites de vente sont dépassées, on possède un tampon spécial avec une nouvelle date. Lorsque le couvercle d'une boîte de fromage blanc est bombé (signe que le produit n'est plus bon...), on le soulève légèrement pour en faire partir le gaz !

La clientèle des grands magasins est attirée surtout par les prix. On lit sur les publicités : «Tout est moins cher !...», mais simplement par le système d'affichage des prix, on peut récupérer ce qu'on semble donner au client. Normalement, tous les prix doivent être affichés le matin et ne plus changer dans la journée, mais ce n'est pas le cas. En fait, on peut très bien payer 1,50F une laitue affichée 1,30F.

Petit commerce ou grande surface ?

Cette petite guerre a fait beaucoup parler d'elle. Les travailleurs sont-ils concernés ?

Il est vrai que l'enjeu est de taille pour différentes fractions de la bourgeoisie. Les «grandes surfaces», au cours des douze dernières années, ont été un des grands chevaux de bataille des grandes banques. Mais les possibilités limitées de consommation des travailleurs n'ont pas permis un développement aussi rapide des super-marchés que les capitalistes ne le prévoyaient.

D'un autre côté, ce développement des super et hyper-marchés accule à la faillite de nombreux petits commerçants ; or ceux-ci, dans leur majorité, sont un appui politique important pour la bourgeoisie : il faut donc prendre des gants avec eux. Ce qui explique la place que cette «guerre du commerce» occupe dans la presse de la bourgeoisie.

Mais pour les travailleurs, qu'est-ce que ça change ?

Quand ils ont le choix, ce qui n'est plus toujours le cas, ils vont souvent dans les super-marchés «parce que c'est plus pratique». On achète tout dans le même magasin, il n'y a qu'une seule queue à faire. Après une longue journée de travail, c'est appréciable. Ou encore, pour gagner un peu de temps au cours de la semaine, on va le samedi en voiture dans un hyper-marché de banlieue, on remplit son caddy, de quoi approvisionner le réfrigérateur pour la semaine.

Sur la qualité, sur les prix, est-ce qu'on y gagne ? On nous a souvent dit que les super-marchés vendaient moins cher, et plus frais, parce qu'il y avait une plus grande circulation de marchandises. Or, tous les témoignages que nous avons recueillis vont dans le même sens : les super-marchés peuvent effectivement pratiquer des prix un peu inférieurs, parce qu'ils ont leurs propres circuits d'approvisionnement, qu'ils font des commandes de grosses quantités, parce qu'ils exploitent un plus grand nombre d'employés que les commerçants «indépendants». Mais ils ont également inventé de nouvelles formes de vol, d'escroquerie.

Petit commerce ou grande surface, ce sont deux manières de voler le travailleur, d'accaparer la plus grande partie possible de son salaire.

Dans la France socialiste, c'est un autre commerce que nous établirons. Un commerce dont les employés chercheront à satisfaire au mieux les besoins du peuple. N'est-ce pas ce que cherchent ces vendeuses de super-marché qui, quand elles ont le temps, conseillent la ménagère, sans que cela leur rapporte ; ou ces employés de ce Mammouth de la région marseillaise qui préparent la lutte commune avec les clients pour dénoncer la mauvaise qualité des produits mis en vente ?

Autre chose : les promotions d'un quart d'heure : quand il s'agit de légumes, le prix n'est pas indiqué sur l'article. On arrive souvent à la caisse lorsque le quart d'heure est fini : on le paye alors au prix fort.

En fait le système des grands magasins favorise le vol des consommateurs. Qui sont les clients ? Bien sûr des gens du quartier, mais Carrefour est construit aux abords d'une grande route, et pourtant pratiquement dans les champs. Les gens viennent de villes plus lointaines : Phalempin, par exemple ou bien sur certains quartiers de Lille : il y a un système de bus très bien mis au point qui dépose les clients à la porte du magasin. Pour tous ceux qui viennent de loin : rapporter les produits pourris pour s'en faire donner d'autres, ce n'est pas possible... et c'est toujours cela de gagner pour Carrefour !

VERS LA SOLIDARITÉ EMPLOYÉS-CLIENTS

«N'achetez pas cette viande, elle est trop vieille, achetez plutôt celle-ci». Voilà ce que disent les vendeuses d'un «Mammouth» de la région de Marseille. Elles cherchent à éviter aux ménagères de se faire voler et tromper par le patron du Mammouth. Mais elles ne veulent pas en rester là :

«Nous nous révoltons quand on nous oblige à changer les étiquettes de date-fraîcheur. Nous allons confectionner des étiquettes que des clients ou nous-mêmes colleront sur les produits pour avertir les clients des additifs et des colorants qu'ils contiennent. Nous sommes en train de discuter de faire un tract aux clients pour leur expliquer les trafics de Mammouth sur les produits, et pour les appeler à soutenir nos propres revendications sur les conditions de travail».

Toutes ces idées des employées du Mammouth vont dans le sens de l'unité entre les travailleurs du supermarché et ceux qui viennent y faire leurs provisions, dans le sens de l'unité populaire.

FLOTTAISON DU FRANC

UNE DEVALUATION CAMOUFLÉE

Moins d'un an après avoir réintégré le «serpent», la France vient à nouveau d'en sortir. Que signifie donc cette décision prise à la hâte et annoncée hier à la sauvette à l'heure du matin ?

Avant tout, une reculade du gouvernement devant l'ampleur des pressions de la spéculation internationale sur le Franc. Plutôt que de continuer à défendre la parité de sa monnaie vis à vis du Mark, au risque de voir fondre le niveau de ses réserves en devises, le gouvernement a amorcé un mouvement de repli. Giscard et Fourcade ont choisi la «voie moyenne» : ni dévaluation officielle, ni défense de la parité actuelle du Franc, mais flottaison.

Somme toute, une mesure bien dans le style giscardien !

Désormais le cours du Franc fluctuera librement sur les marchés et la Banque de France ne se verra plus obligée de puiser dans ses réserves pour le soutenir, ce qui laissera au gouvernement une plus grande latitude. Mais une telle mesure n'est autre qu'une dévaluation camouflée, Fourcade entérinant le mouvement à la baisse du Franc sur les marchés. Hier il a baissé de plus de 9 % en dessous du plancher du serpent.

Cette décision trouvera un écho favorable parmi les patrons. Les gros exportateurs

seront en effet les principaux bénéficiaires de l'opération dans la mesure où leurs prix seront moins chers et donc leurs produits plus compétitifs sur les marchés étrangers.

La contrepartie de cette opération, c'est que les pro-



duits importés (les biens d'équipement achetés à la RFA, le pétrole du Moyen Orient) seront plus chers. Il faudra plus de Francs dépréciés pour les acheter. Les prix vont grimper chez nous étant donné la sensibilité de l'économie française à l'inflation importée. Aussi cette décision de flottaison présage-t-elle d'ici peu des mesures d'austérité, sous peine d'empêcher les patrons d'empo-

cher tout le bénéfice de cette dévaluation déguisée.

Giscard avait fait de l'adhésion du Franc l'un des axes de sa politique européenne. Cette sortie montre qu'il n'a pas les moyens de sa politique. Son rêve d'aligner le Franc sur les monnaies des pays forts afin de traiter en position de force avec l'Allemagne de la forme à donner à «l'Europe politique», ce rêve

a échoué. C'est un échec cinglant de sa politique. Cet événement nous montre en tout cas que la bourgeoisie française, affectée par sa crise politique ne possède pas la marge de manœuvre de sa concurrente allemande, qu'elle n'est pas en mesure d'imposer à sa classe ouvrière autant de sacrifices en dépit de ses attaques incessantes contre l'emploi et le pouvoir d'achat.

Cette dévaluation de fait est la traduction au niveau monétaire de l'affaiblissement économique de l'impérialisme français. Avec un taux d'inflation deux fois plus élevé que celui de la RFA, un déficit commercial qui excédera les 5 milliards, les capitalistes français perdent du terrain sur son rival allemand qui accumule et les excédents commerciaux et les devises. Après les succès spectaculaires mais sans lendemain remportés l'an dernier auprès des pays pétroliers, les exportations s'esoufflent. La maladie du Franc n'a pas d'autre origine.

A l'image des impérialismes faibles (la Grande Bretagne, l'Italie) la France compte sur la baisse de la valeur de sa monnaie pour s'ouvrir des marchés qui lui font aujourd'hui défaut et s'assurer des excédents commerciaux.

Résultat : «l'Europe monétaire» dont Giscard s'était fait l'un des chantres, se désagrège. Pour résister à la concurrence d'une Allemagne qui affirme à chaque occasion sa suprématie, la France doit, comme l'Angleterre, laisser flotter sa monnaie et se battre à coups de dévaluations camouflées pour doper son économie.

Patrick ROUVILLOIS

MONNAIE FLOTTANTE

Auparavant, suivant les accords monétaires de Bretton Woods, les parités des monnaies s'échangeaient à des *taux fixes*. C'est-à-dire que le dollar, le franc, le mark représentaient des poids d'or précis et s'échangeaient sur la base du rapport de ces poids. Quand une monnaie était affaiblie par une vague spéculative, elle pouvait être dévaluée, c'est-à-dire que la Banque Centrale qui émettait cette monnaie diminuait sa valeur en or, ce qui abaissait d'autant sa parité par rapport aux autres monnaies. De Gaulle et Pompidou, respectivement en 58 et 69 ont dévalué le Franc.

Maintenant, les monnaies *flottent* c'est-à-dire qu'elles obéissent directement aux lois de l'offre et de la demande sur le marché financier. C'est ce qui fixe leur parité sur les différentes places financières. La Banque Centrale d'une monnaie a la possibilité d'intervenir sur le marché pour enrayer la baisse (ou hausse). Par exemple : la Banque de France a vendu en janvier, février et mars, respectivement pour 2, 4, et 8 milliards de devises pour acheter des francs et stopper sa baisse en janvier, février et mars. Sans arrêter la vague spéculative, c'est pourquoi ces ventes ont été stoppées.

SERPENT MONÉTAIRE

Mis en place en avril 72, il liait les différentes monnaies européennes et devait empêcher que leur flottaison commune par rapport au dollar, ne se traduise pas par des taux de change trop variables entre mark, franc, livre, lire...

Cela veut dire que chaque pays s'engageait à soutenir sa monnaie pour qu'elle ne fluctue pas plus de 2,25 % (en hausse ou en baisse), par rapport aux autres monnaies.

Cantoniales

LES PARTIS PREPARENT LE 3eme TOUR

Les politiciens de la coalition présidentielle tentent évidemment de minimiser leur défaite.

Lecanuet déclarait : «L'opposition, dans cette affaire, exploite le mécontentement socio-économique pour s'attirer des suffrages et quand elle essaie de tirer du premier tour de scrutin des prévisions pour l'avenir, elle trompe l'opinion publique.»

«Lors des législatives, le gouvernement s'engagera, la majorité se mobilisera, car il s'agira de choisir un type de société. Ce n'est pas le cas pour les cantoniales.»

Claude LABBÉ, UDR : «Malgré une politisation totalement unilatérale au premier tour et très peu modifiée au second, la majorité sort intacte de cette épreuve.»

Alexandre SANGUINETTI, UDR : «Il est incontestable que nous avons reçu un avertissement. Je dirais même un avertissement sérieux.»

Michel DEBRÉ : «Il ne faut pas se tromper : non seulement l'UDR a limité les dégâts, mais l'UDR a approfondi un certain nombre de gains.»

Il faudrait se mettre d'accord à l'UDR !

CHINAUD, RI : «Il ne s'agissait pas là, pour une élection cantonale de remettre en cause l'essentiel, c'est-à-dire la majorité de gouvernement et à plus forte raison le président de la République.»

PONIATOWSKI : «Le re-

port des voix en ce qui concerne la majorité a été tout à fait cohérent et quelle que soit la formation de la majorité concernée, il s'est fait presque totalement, ou même totalement au second tour. En ce qui concerne l'opposition, on peut noter des distorsions, c'est-à-dire, que les reports ont été beaucoup plus effectifs dans le sens des voix communistes vers les candidats socialistes que dans le sens des voix socialistes vers le candidat communiste.»

A gauche, pour le PS c'est la satisfaction, satisfaction atténuée au P.C.F. par le cas de mauvais report des voix du PS sur le candidat P.C.F.

MITTERRAND : «Pour la première fois, la gauche est largement majoritaire. Et le PS joue un rôle éminent.»

MARCHAIS : «Dans de nombreux cas, alors que le candidat communiste avait été placé en tête du ballottage du premier tour, le parti socialiste a fait massivement porter ses voix sur le candidat de droite au second tour. De tels faits posent un problème quant au respect par le parti socialiste des engagements pris par lui en signant le programme commun de la gauche.»

Et oui, Mr. MARCHAIS ! Ni le 21, ni le 22ème congrès n'ont pu entamer le rôle du parti chanière du PS, ce qui rend plus visible encore la faillite de la ligne d'union de la gauche du P.C.F.

Parmi les leçons de ce second tour, outre la confirmation de la défaite des partis de la coalition gouvernementale, il faut noter que dans de nombreux cas, les électeurs n'ont pas suivi les consignes de report des voix que ce soit pour la coalition de droite ou celle de gauche.

C'est le PCF qui est le principal perdant de ces mauvais reports puisqu'il perd environ trente sièges que normalement, si les consignes de vote avaient été suivies, il devait emporter.

C'est le cas à Sarcelles où Canacos, PCF, n'obtient que 3 816 voix alors qu'au premier tour le total des voix de gauche était de 4 096.

A Arles : 1^{er} tour total gauche : 7308
2^{er} tour candidat PCF : 7 155

En sens inverse, certains candidats du PS n'ont pas fait le plein des voix du PCF.

A Cambrai Ouest :
1^{er} tour total gauche : 9972
2^{er} tour candidat PS : 9 450

En ce qui concerne la coalition des partis du gouvernement, les reports ne se sont pas effectués aussi bien que Poniatowski l'affirme. Dans le canton de Gray en Haute-Saône, mathématiquement le candidat RI devait l'emporter avec les voix de l'UDR, en fait c'est le PS

qui l'emporte, de nombreux électeurs l'ayant préféré au RI ; même chose dans le canton de Troarn (Calvados). A Marseille, Comiti est battu dans les mêmes conditions : total majorité 1^{er} tour : 7 709 Comiti 2^{er} tour : 5 566

Ces résultats démontrent une certaine perméabilité des frontières entre les deux blocs électoraux, qui profite en général au PS parti chanière mais défavorise le PCF. Perméabilité qui s'explique largement par le caractère voisin de toute une série de leurs propositions : les réformes de Giscard n'ont-elles pas été directement tirées du programme commun !

12 conseils généraux enlevés par la gauche

La «gauche» gagne la majorité dans 12 conseils généraux. 2 seront présidés par le P.C.F., les autres par le PS. Il s'agit des départements :

- Allier, Côtes du Nord, Gironde, Indre, Isère, Landes, Puy-de-Dôme, Tarn, Belfort, Essonne, Gers, Val-de-Marne.

En noir : la gauche
En blanc : la majorité
En gris : partage des sièges



SORTANTS SORTIS

FRÉVILLE : centriste, sénateur, maire de Rennes.

MONTESQUIOU : réformateur, conseiller sortant du Gers.

BAUR : (majorité, conseiller sortant).

VITTER : R.I. (président sortant du conseil général des Hauts-de-Seine).

BARBEROT : UDR, (maire de Bourg-Ain)

HOFFER : UDR (maire d'Epinal - Vosges).

KATZ : UDR, Allier.

TERRENOIRE : député UDR de Roanne

VERGÈS : secrétaire général du P.C. réunionnais.

CHAUVIN : député centriste du Val d'Oise.

CAVAILLÉ : secrétaire d'Etat aux transports R.I.

RIBADEAU-DUMAS : UDR, Drôme.

PINTAT : RI, Gironde.

COMITI : UDR, Bouches-du-Rhône.

FRITSCH : député radical de Moselle.

VERTADIER : UDR, Vienne.

PASQUA : député UDR des Hauts-de-Seine.

FLORNOY : UDR, Seine-et-Marne.

VILMAIN : RI, Vosges.

ETUDIANTS EN 76

NI CHÔMEURS, NI CADRES DU CAPITAL

(2)

DES QUESTIONS SUR L'UNITÉ POPULAIRE

Demain, se dérouleront dans toute la France, les journées régionales d'action des facultés en grève. Jeudi 18, ce sera la coordination nationale qui devra faire le bilan, permettre les échanges d'expériences. Réunir les conditions pour passer Pâques et poursuivre la lutte ensuite : cela va se jouer en grande partie cette semaine. En effet, la lutte parvient aujourd'hui à un stade décisif de son développement, ce qui est posé largement aujourd'hui, ce n'est plus seulement « il faut le soutien des travailleurs ! ». C'est « sur quelles bases gagner ce soutien ? », si ce pas n'est pas franchi concrètement la lutte, inévitablement, périlitera.

Répondre à cette question essentielle aujourd'hui, c'est affirmer la voie anti-capitaliste dans le mouvement. C'est aussi en approfondir la politisation car si tout le monde aujourd'hui s'entend sur la nécessité du soutien des travailleurs, les divergences apparaissent sur la définition des bases de ce soutien.

Mais, ce qui fera le tri, c'est le passage à des initiatives concrètes dans le sens de l'unité populaire, et pour cela il faut vaincre les hésitations, les appréhensions qui paralysent les étudiants. Dans ces hésitations, il y a les réminiscences des grilles d'usines fermées en 68, il y a tout simplement aussi l'effet du ghetto universitaire.

I.U.T. d'Amiens

Depuis plus d'un mois, les «IUTiens», élèves-futurs techniciens sont en grève pour la reconnaissance de leur diplôme : le DUT. Des débats ont eu lieu avec les syndicats ouvriers : CGT, CFDT. Le patronat invité plusieurs fois a toujours trouvé un prétexte pour refuser. Plusieurs actions spectaculaires ont été faites dont l'entêtement du DUT. Mais la lutte commence à devenir longue et l'animation de la grève faiblit. L'AG du 8/03 qui réunissait 350 étudiants environ a révélé les problèmes qui se posent : organisation de la grève ; perspectives et élargissement de la lutte. D'un côté la volonté de luttés est certaine, la lutte manque de perspectives : pas assez de coordination avec les facs, pas de liaison de lutte avec les travailleurs. Contre qui luttent les IUTiens ? Avec qui s'allient-ils ? Comment la grève a été utilisée pour renforcer l'unité, mener le débat politique, faire avancer les revendications ? Ces questions, il faut y répondre. Voir en faces les responsabilités des «dirigeants» de la grève.

Cela, certains étudiants de l'IUT l'ont compris, même si ce n'est pas encore très clair pour tous. Ils avaient été enquêtés parmi les travailleurs, ça n'a pas eu de suite. Car aller voir des ouvriers, discuter de leurs conditions de travail, c'était possible, et les étudiants ont sûrement des éléments, des connaissances à leur apporter, et inversement. Ces initiatives n'ont pas été prises ? Pourquoi ? Parce que ceux qui animaient le mouvement restaient dans le ghetto de l'IUT. C'est concrètement et pas seulement avec les Unions locales qu'il faut voir la liaison avec les travailleurs.

Cela, certains étudiants de l'IUT l'ont compris, même si ce n'est pas encore très clair pour tous. Ils avaient été enquêtés parmi les travailleurs, ça n'a pas eu de suite. Car aller voir des ouvriers, discuter de leurs conditions de travail, c'était possible, et les étudiants ont sûrement des éléments, des connaissances à leur apporter, et inversement. Ces initiatives n'ont pas été prises ? Pourquoi ? Parce que ceux qui animaient le mouvement restaient dans le ghetto de l'IUT. C'est concrètement et pas seulement avec les Unions locales qu'il faut voir la liaison avec les travailleurs.

«Faire la grève tous seuls, dans l'IUT, ça fait 8 ans qu'on le fait, et on a pas obtenu grand chose. Si on veut gagner c'est aussi avec les facs qu'il faut le faire».

C'est vrai. C'est aussi avec les travailleurs.

Dès à présent des étudiants commencent à faire le bilan de 8 ans de lutte pour la reconnaissance de leurs diplômes.

Lutter contre la reconnaissance du D.U.T. ne suffit pas ; c'est contre une société de déqualification, de chômage, d'exploitation ; contre le capitalisme qu'il faut lutter.

Corr. Amiens 9 mars

GRENOBLE

La grève est toujours totale en Sciences, Sciences Economiques, Langues et Lettres, Sciences Humaines, et un département d'IUT (statistiques). L'occupation du Bâtiment administratif de Sciences sociales et de celui de Sciences avec l'imprimerie se poursuit. Si en Droit et Sciences Politiques le mouvement semble s'essouffler, ce n'est pas le cas pour les autres secteurs.

Les AG sont toujours massives et animées, la prise en charge par les étudiants d'une grève active se développe petit à petit, sous l'impulsion des comités de grève.

questions et mandatent leurs délégués à la coordination, qui fait le compte des voix exprimées en AG et tranche. Mais l'existence d'un mode unique et démocratique de représentation permet aussi aux délégués de trancher immédiatement sur des questions urgentes sans revenir aux AG, auxquelles ils devront rendre compte de leur décision.

Aussi, la coordination, dont les réunions sont publiques peut avoir un pouvoir exécutif et être efficace. Tous ces principes de fonctionnement ont été acceptés par les AG.

cherchent des contacts plus étroits avec la population. Des tracts ont été distribués à l'ANPE, à la manifestation de la fonction publique. Mercredi, une cinquantaine d'étudiants sont intervenus au stade de glace où se déroulait l'opération «carrière» organisée par le Rotary-club. Cette opération consiste à faire miroiter aux nombreux lycéens présents de métiers fictifs (décorateur) ou bien des métiers réels (militaire ou flic).

Nous avons pris la parole pour expliquer notre lutte, en dénonçant «l'opération carrière, c'est du

rompre l'isolement pousse quand même une partie des étudiants à affronter ces idées dans la vie. Et si ils rencontrent effectivement ce point de vue, ils découvrent qu'il est loin d'être général. Il arrive surtout de recevoir un accueil chaleureux. Et quand la réaction des travailleurs est le mépris ou l'indifférence, on découvre qu'il est relativement facile de la combattre : «Vous êtes informés par le Dauphiné Libéré ?

Ce qu'il raconte est faux et après les explications sur les objectifs de la lutte, et la représentativité de la grève, on intéresse vivement les travailleurs : «Vous faites bien de venir nous parler de ça, on est pas bien informés». Ce qui paraissait des obstacles insurmontables, ce n'est en fin de compte que le résultat des campagnes de mensonges de la bourgeoisie, pour monter les travailleurs contre les étudiants ! Et quand c'est la volonté de lutte contre le patronat qui domine chez les étudiants, il est assez facile de combattre ces idées. Et c'est dans l'enthousiasme que nous reprenons des tracts pour repartir en ville l'après midi !

Voilà qui consolide le mouvement et qui redonne confiance en lui. Les déclarations d'Alice Saunier Seité n'ont fait que renforcer la combativité. Aujourd'hui, la plupart des comités de grève de Grenoble envisagent d'aller aux portes des usines en lutte, et ce mouvement va être organisé au niveau de la coordination. Approfondir cette liaison avec la classe ouvrière va exiger de préciser le terrain sur lequel nous nous plaçons, d'examiner l'avenir que nous propose la bourgeoisie et pas seulement d'en rester à la question du chômage.

Comment la classe ouvrière, les travailleurs voient cet avenir de cadres que nous propose le patronat ? Et nous, en retour, quel avenir voulons nous, comment allons nous utiliser les connaissances que nous voulons apprendre à l'université ?



La semaine dernière, la consolidation du mouvement à rencontré deux obstacles : le 1^{er}, c'est le fonctionnement de la coordination des comités de grève. Elle était paralysée parce qu'investie par certaines organisations, en particulier l'UNEF renouveau (proches du PCF). Cette incapacité de la coordination à prendre des décisions face aux initiatives unilatérales de l'UNEF, a provoqué des flottements, en particulier au niveau de l'organisation des deux journées des 9 et 10 mars où la manifestation (2000 étudiants) n'a pas eu l'ampleur de la semaine précédente. Aujourd'hui, ce problème semble réglé. Les délégués à la coordination sont élus à la proportionnelle, un pour 50 étudiants présents aux AG.

VAINCRE LES HÉSITATIONS POUR BRISER LE GHETTO

Le deuxième obstacle a été celui de l'isolement. Pour certains étudiants, ceux de l'UNEF Soufflot (proche de l'AJS) l'avenir du mouvement dépend uniquement de son extension et il se trouverait dans une impasse aujourd'hui. Le seul débouché qu'ils proposent est d'aller à Paris sous les fenêtres du Secrétaire d'Etat, Alice Saunier Seité. Cela revient à cantonner le mouvement à l'écart des autres luttes, celles des travailleurs. La grande masse des étudiants est consciente de ce danger et la semaine passée à Grenoble a été celle du débat de la popularisation.

Les manifestations ne répondent pas à ces aspirations et les étudiants

bidon» - «militaire ou chômeur, faites votre choix» - «chômeur diplômé, c'est pas un métier». A la manifestation de mercredi près de 20.000 tracts ont été distribués. Et tout le week-end, des étudiants sont sur les marchés, les grands magasins, les lieux publics, les quartiers... c'est la première fois depuis le début de la grève que des actions ont lieu le week end.

Et pour de nombreux étudiants, c'est la première fois qu'ils diffusent un tract, c'est la première fois qu'ils s'adressent aux travailleurs en tant qu'étudiants. Ce n'est pas sans hésitation. Certains étudiants ricanent : «les ouvriers, ils n'en n'ont rien à faire de vos histoires» - «les tracts, ils ne les lisent pas, ils les plient en quatre, les mettent dans la poche, et les jettent chez eux». Mais la volonté de

Les AG, qui sont souveraines, votent différentes

TOULOUSE (Fac de Lettres)

Après cinq semaines de lutte, une assemblée générale de 1200 étudiants a reconduit la grève.

L'intervention d'un manifestant de Montredon expliquant le déroulement des événements fut longuement applaudie.

Un bilan fut tiré de la semaine écoulée. A l'échelle des U.E.R., «philo» a mis en place un contrôle des étudiants sur le contenu des cours. «Lettres» a organisé des cours parallèles. «Psycho» prévoit la réalisation d'un film en vidéo sur l'hôpital psychiatrique. Les étudiants d'histoire de l'art

ont réalisé une exposition sur l'archéologie en Chine.

Une manifestation fut décidée en ville pour la venue de Poniaowski. Le P(C)F et les trotskystes s'y opposèrent. Elle rassembla néanmoins, 500 étudiants du Mirail sur des mots d'ordre tels que «Ponia, fasciste, assassin», «Solidarité totale avec les viticulteurs», et de slogans de soutien aux travailleurs de Bastiani qui manifestaient place du Capitole. Ces ouvriers du bâtiment sont en grève depuis trois mois et occupent leur usine contre les licenciements massifs annoncés.

12/3 Corr. Toulouse

OUVRIERS ET PAYSANS EN LUTTE

RATP : vers l'unité avec tout le secteur public ?

Hier se déroulait la journée d'action des travailleurs de la RATP, appelée par les syndicats CGT, CFDT et Autonomes. Elle semble avoir été largement suivie dans le métro, mais moins dans les autobus, le syndicat des Autonomes ayant manifesté des réticences pour l'étendre dans ce secteur.

A 10h 30 s'est déroulé un rassemblement devant le siège de la Régie, Quai des Grands Augustins. Environ 300 personnes y ont participé, pour la plupart des syndiqués. Un travailleur ex-

la date, voilà ce que ça a donné !» Leurs revendications : les 104 jours de repos pour le « ferré » et le « routier » et l'équivalent pour les autres secteurs : 38 heures par semaine !

FO et... les Autonomes 1) et les effectifs (2 agents minimum par station)...

L'obstacle principal pour développer le mouvement, c'est la division des syndicats, et leurs structures « rigides » et corporatistes.

En effet, il existe pour la RATP 5 syndicats CGT, regroupés en une Union, 6

APRÈS LES JOURNÉES D'ACTION DU 5 NOVEMBRE ET DU 13 JANVIER, QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DES TRAVAILLEURS DE LA RÉGIE ?

Les négociations n'aboutissent pas. Ils se heurtent à l'intransigeance et au refus de discussion de la part de la direction. « On peut rester trois heures dans un fauteuil » dit un délégué CFDT, « sans aboutir à quoi que ce soit ».

Après le rassemblement de la matinée, les propositions d'action qui en ressortent, c'est qu'il faut relia la lutte avec celle de toute la Fonction Publique. « C'est ce qu'on va faire cette semaine » dit un responsable syndical en terminant son intervention. « Actuellement c'est nécessaire pour nous de réaliser l'unité avec le secteur public et nationalisé » reprennent de nombreux travailleurs.

Alors que toute la Fonction Publique s'est mobilisée, la semaine dernière, contre les contrats salariaux, à la RATP la volonté de lutte ne cesse de s'accroître. Aussi beaucoup attendent la concrétisation de ces appels syndicaux à la jonction des luttes.

ILS SERONT EN GRÈVE CETTE SEMAINE

Après la grève de la RATP, de nombreux autres travailleurs vont passer à l'action :

● **Mardi 16 mars** : ce matin, des hospitaliers autour du personnel des centres anti-cancéreux de la région parisienne, en grève depuis le 10 mars, manifestent à 10 heures aux Invalides. Ce sont les « spécialisés, exclus des mesures Veil » (300 Frs pour tous, 13 heures supplémentaires non effectuées mais payées...) qui seront en grève ; mais le personnel infirmier, auquel la CGT n'a lancé aucun mot d'ordre commun !

● **Mercredi 17 mars à 24 heures** : démarre le préavis de grève des Agents de Conduite SNCF. Cette action catégorielle s'avère une « réponse à la Fédération Autonome (FGAAC), mais... sur son terrain !

Faudra-t-il donc tout miser sur le « rassemblement national CGT-CFDT » du 22 mars à Paris ! Le précédent du 18 novembre en laisse douter...

Le même jour, aura eu lieu une Journée Nationale d'Action dans la Métallurgie à l'appel CGT et CFDT. Ce qui est en cause, cette fois, ce sont les salaires et les classifications qui consacrent cette année une déqualification massive des métallos, avec une nette baisse du salaire minimum par échelon par rapport même à janvier 75 !

Les métallos manifesteront à 10 heures au siège de l'Union Patronale de la Métallurgie, place St. Augustin.

● **JEUDI 18 mars** : c'est les ouvriers des imprimeries du Labeur qui débrayent et se rassemblent à 15 heures à l'appel de la CGT. Cependant, la journée sera aussi marquée par une grève nationale de la Construction-Bois, avec une manifestation à 9h30 au Trocadéro, et dans une dizaine de villes de province (Bordeaux, Rouen, Grenoble...)

La semaine se ponctuera enfin, d'une mobilisation des travailleurs du Verre (BSN, Sovirel...), notamment pour les conditions de travail.



plique : « faire une journée d'action le lundi, les gars préfèrent rester chez eux. C'est les Autonomes qui avaient la priorité pour choisir

ils se battent aussi pour les salaires (le nouveau contrat salarial, particulièrement défavorable pour les agents, n'a été signé que par la CFCT,

syndicats FO, etc... Pour chaque branche, il existe une structure différente. Cela ne facilite pas la chose pour faire démarrer une lutte !

«Semaine Paysanne» :

Alors qu'en ce moment, se tient le salon de l'Agriculture, une trentaine d'élèves des écoles d'agronomie et d'agriculture ont décidé d'organiser « une semaine paysanne », pour faire connaître la réalité des problèmes paysans, avec la participation d'agriculteurs.

Tous les soirs de la semaine dernière, se sont tenus des débats sur différents thèmes (cf. QdP des 6 et 7 mars).

Vendredi, s'est déroulée la soirée sur « l'expression des revendications paysannes ». Un peu plus d'une centaine de personnes y assistaient.

La soirée a débuté par un montage réalisé par le Collectif des Paysans-Travailleurs, sur les problèmes des petits producteurs laitiers en Bretagne. La discussion s'engage sur ce montage. En Bretagne, l'avenir des petits producteurs de lait est menacé par l'extension, sur le marché, de la production du lait en poudre.

Ensuite, un représentant du MIVOC prendra la parole pour parler de la lutte actuelle des viticulteurs. Les assistants, pour lesquels le souvenir de la fusillade de Narbonne est cruellement ressenti, l'écoutent avec grande attention. Il retrace la chronologie des événements et insiste sur la grande mobilisation des viticulteurs. « Avec 200 ou 300 F par mois pour vivre, ils n'ont plus rien à perdre, ils sont prêts à aller jusqu'au bout. Il suffit d'une étincelle pour que ça reparte ». En face de leur lutte, ils trouvent les syndicats réformistes : « Ce qu'il faut, c'est un syndicat de classe, sur la base de la défense des paysans exploités ». Les revendications des viticulteurs : vin à 12,50 F

minimum, passage de la TVA de 17 à 7 %, arrêt de la spéculation sur le vin, organisation de marchés pour permettre aux viticulteurs de s'en sortir...

La question de l'organisation commence à se poser. Si les viticulteurs déclenchent l'offensive, il faut que les autres paysans développent tout un mouvement. Ils ont les mêmes ennemis, les mêmes buts.

LA SOLIDARITÉ OUVRIERS-PAYSANS...

C'est un ouvrier de chez Sanders qui intervient dans ce sens : « Ce qu'il faut faire, c'est mettre en place des coordinations au niveau des paysans et des ouvriers. Dans la lutte contre les patrons, on a des limites, c'est pour ça que l'organisation est nécessaire ». Un paysan rappelle alors la grève du Joint Français, où ouvriers et paysans luttèrent au coude à coude. A certains endroits, le lien avec la classe ouvrière commence à être fait, comme à Griffet (Marseille) où ils sont venus apporter du vin aux travailleurs en lutte. En effet, c'est le problème de la consolidation des liens entre

les ouvriers et les paysans et de la coordination de leurs luttes qui devient déterminant aujourd'hui.

Un paysan de la région lilloise, qui est venu à Paris pour le salon de l'Agriculture, approuve, mais pose le problème des perspectives de lutte : « Lutter, bien sûr, mais au bout de la lutte, qu'est-ce qu'on va mettre à la place ? Des petites exploitations individuelles ? Des exploitations collectives ? Ce qui nous manque, c'est un projet de société cohérent ».

Aussi, ce qui ressort du débat, c'est la nécessité de réaliser effectivement l'unité des ouvriers et des paysans, sur la base de leurs intérêts communs, de resserrer les liens qui existent et les élargir, pour permettre une plus grande coordination des luttes, débouchant sur le projet d'une France socialiste des ouvriers et des paysans.



A PROPOS DE L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS : ce qu'en pense un paysan du giennois

Question : A l'occasion des grèves dans les usines, on voit souvent les paysans venir apporter des produits agricoles aux ouvriers en lutte. Que pensez-vous de cette forme de soutien ?

Quels problèmes pose-t-elle ?

Réponse : Oui, c'est ce que nous avons fait ici au moment de la grève des ouvriers de Rivière-Casalis à Orléans. Nous leur avons donné un porc, des pommes de terre, du lait et des pommes. C'est très bien. Mais je crois qu'il faut trouver autre chose. Car on peut donner des produits quelquefois, mais pas tout le temps, car cela nous poserait vite un problème financier, à nous paysans. Pour l'instant, ce qui nous paraît le mieux, c'est de vendre les produits à

prix coûtant. Comme ça les travailleurs y gagnent et nous ne perdons rien dessus.

De toute façon, cette forme de soutien est très importante pour souder l'unité entre ouvriers et paysans. L'unité, c'est ce qu'il faut.

Question : Justement, pensez-vous que l'unité ouvriers-paysans doit se limiter aux temps forts de la lutte, comme les grèves ?

Réponse : La grève dans une usine peut-être un bon point de départ pour que des paysans puissent rencontrer des ouvriers. Mais ça ne doit pas en rester là. Il faut que les contacts soient permanents. Car, on défend ses intérêts tout le temps et pas seulement au moment de la grève. Il faut donc que la liaison ouvriers-paysans soit permanente.

Question : Vous allez soutenir des ouvriers en grève, mais pensez-vous que l'inverse soit possible ? Comment les ouvriers pourraient-ils venir vous aider ?

Réponse : Le soutien des ouvriers à nos luttes, à nous paysans, me paraît indispensable. Je vais vous donner un exemple : quand un petit paysan est expulsé de sur ses terres par le propriétaire et qu'il passe en jugement au tribunal, nous y allons pour le soutenir. Mais il faudrait que les ouvriers viennent donner

un coup de main. Ils pourraient par exemple distribuer des tracts dans leurs usines.

D'abord cela ferait connaître l'injustice qui frappe le petit paysan et la publicité c'est toujours une bonne chose dans ce cas-là, surtout en ville et dans les usines.

Et puis, au tribunal, la présence des travailleurs serait un bon moyen de pression contre le propriétaire, ça ferait pencher la balance de notre côté.

Oui, ça serait très bien, car l'unité ne doit pas se faire à sens unique.

Question : Pour l'instant, l'unité est surtout envisagée lors des luttes à caractère économique. Pensez-vous que cette unité puisse s'étendre jusqu'à la lutte politique, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans ?

Réponse : Beaucoup parmi nous y pensent. Mais pas tout le monde. Tous les paysans, ici, n'ont pas le même niveau de conscience. Mais je crois quand même que cette prise de conscience du problème politique se développe de plus en plus. On commence à se rendre compte qu'il faut aller plus loin qu'une simple lutte économique.

C'est sûr que la société dans laquelle on vit, ça ne va plus du tout. Et la question d'une autre société se pose, mais c'est certainement le plus dur à résoudre.

LUTTES OUVRIÈRES

PEUGEOT MANDEURE : Un réveil dans l'empire ?

Beaulieu Mandeure est occupée depuis une semaine. Le mouvement est parti des ateliers V4 (montage vélos) et MCL (magasin vélo), composé essentiellement de jeunes et de travailleurs immigrés. Les revendications avancées par les grévistes concernent les salaires (300F d'augmentation pour tous), l'amélioration des conditions de travail (baisse des cadences).

L'occupation qui s'est faite est un signe important de la volonté de lutte des ouvriers. Les piquets de grève sont massifs malgré les difficultés

que constitue l'occupation de cette usine (6 portes, usine de 500m. sur 1 km). Si cette détermination de vaincre est réelle, comme en témoigne la participation massive (2000 ouvriers) au meeting CGT, CFDT de la semaine dernière, il s'agit de la renforcer face à l'attitude de la direction. En effet, plusieurs sanctions sont en vue, également plane une intervention possible des forces de l'ordre pour évacuer les lieux ; et aussi la CGC qui a tenté de forcer les portes lundi, sans succès, les milices fascistes qui gravitent autour de l'usine...

Bourgogne Electronique : 400 francs pour tous !

Après Hoover en grève depuis la semaine dernière, c'est maintenant au tour de l'usine Bourgogne-Électronique d'entrer en lutte. Deux usines importantes en grève en même temps avec occupation des locaux, cela fait bien longtemps que l'on avait pas vu ça sur la région. A Bourgogne-Électronique, la grève a été décidée à l'assemblée générale de 7 h 30. Les grévistes ont coupé l'arrivée de l'électricité et de l'air puis bouclé les ateliers de façon à empêcher tout travail. La revendication principale porte sur les salaires, depuis des années, les ouvriers voient leur paye bloquée : 1 300 F environ par mois, c'est dérisoire. Dans l'usine, il est clair pour

beaucoup qu'il faudra être ferme et trouver des moyens d'action pouvant faire céder le patron rapidement car les ouvrières se souviennent de la grève de 1973 pendant laquelle le peu de perspectives avancées par les directions syndicales n'avaient pas permis l'aboutissement après trois semaines de lutte.

Mot d'ordre :

- 400 F d'augmentation pour tous,
- refus de la nouvelle grille des classifications,
- 5^e semaine de congés payés,
- réduction des cadences,
- retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

RHÔNE POULENC (Péage) : le patron sequestré !

Lundi 15 s'est tenu à Rhône Poulenc Textile (acétate) à Péage de Roussillon un comité d'entreprise extraordinaire, où la direction devait annoncer les 515 licenciements prévus au Péage et la fermeture de l'usine pour la fin de l'année.

Les travailleurs ont envahi la salle du CE pour faire connaître à la direction leur refus total des licenciements. Lachaussé est alors resté muet. A midi, les travailleurs ont cassé la croûte dans la salle du CE. Cela a dû couper l'appétit au représentant de la direction qui n'a toujours pas desserré les dents. Face à son mutisme, les travailleurs ont alors évacué la salle. Le CE a commencé. Lachaussé a alors déclaré que la direction entendait bien maintenir les licenciements et fermer l'usine, même avant la fin de l'année. Les travailleurs ont exigé qu'il téléphone à la direction de Paris pour faire connaître leur volonté de garder leur emploi. Devant son refus, les travailleurs ont de nouveau envahi la salle. « On le retiendra le temps qu'il faudra, il n'a peut-être pas pu manger aujourd'hui, mais c'est nous qui risquons de ne plus pouvoir manger du tout si on ne fait rien », disait une ouvrière.

A Péage, les travailleurs veulent faire savoir à la direction Rhône Poulenc qu'ici, ça ne se passera pas comme ailleurs, comme dans les autres usines du trust, où la direction a déjà licencié et s'apprête à fermer (CTA de Vaulx en Velin...).

Les travailleurs de Rhône Poulenc Textile de Péage ont déjà des acquis derrière eux : le 5 février, la direction a voulu mettre les femmes qui

n'avaient pas d'enfant ou un seul enfant à 20 heures par semaine avec un demi-salaire. Les travailleuses ne se sont pas laissées faire. Elles sont revenues pendant 6 semaines deux fois par jour à leur poste de travail et la semaine dernière, la direction a été contrainte de reculer et les a ramenées à 36 heures.

A la journée d'action du 11 dans le Textile et la Chimie de la semaine dernière à Péage, les travailleurs ont bloqué la Nationale 7.

A Péage, les travailleurs demandent le maintien de tous les emplois sur place et refusent les mutations, car ils savent que les reclassements proposés par la direction sont bidons, puisque toutes les usines de Rhône Poulenc Textile sont touchées par la restructuration.

Aujourd'hui doit avoir lieu une journée d'action au niveau de tout Rhône Poulenc Textile.

Michelin (Montceau) : avec les autres usines en lutte dans le trust !

L'usine de Montceau-les-Mines du groupe Michelin est entrée à son tour dans la lutte, après Vannes, Troyes, Clermont, Cholet et les usines espagnoles de Valladolid, Aranda et la Sart, Vitoria. Le mouvement, d'abord de grèves tournantes, a débuté sur un atelier de fabrication mercredi 10 mars. Les revendications principales sont :

- 1,50F de l'heure d'augmentation, pour tous
- 2000F minimum
- le 13^e mois
- 40h. sans perte de salaire
- La révision de classifications...

Mardi 16, un débrayage simultané de tous les ateliers aura lieu sur chaque poste. Cette action se tiendra sur toutes les usines de France et un grand nombre à l'étranger... (Cf. QdP du 11/3)... Cette journée, selon la volonté des travailleurs, ne sera pas un coup d'arrêt à la grève mais au contraire une étape supplémentaire dans la mobilisation !

Correspondant Michelin (Montceau)

Michelin (Vannes) : pas de licenciements pour les délégués syndicaux

L'Inspection du Travail vient de confirmer le refus de licenciements de trois délégués syndicaux CGT et CFDT de l'usine Michelin à Vannes, licenciements qui avaient été demandés par la direction, après la séquestration du directeur par les ouvriers en grève dans la nuit du 11 au 12 février...

FOUGÈRES : l'opération «ville morte» remise en cause

Les ouvriers de la chaussure et en particulier ceux de Réhault, ont à faire face aujourd'hui à un tir de barrage redoublé de la bourgeoisie locale. C'est d'abord « Ouest-France » qui accuse les « réos » d'occuper l'usine et de bloquer ainsi toute solution proposée par les pouvoirs publics. C'est la « Chronique Républicaine » (hebdomadaire local) qui dénature les objectifs et les formes de l'opération « ville morte ». « Le vendredi 19 mars, notre cité sera totalement paralysée pendant 17 heures. C'est une opération qui n'a jamais été mise sur pieds en France. D'après nos renseignements, toutes les entrées de la cité seront barrées. Nous savons également que des équipes volantes silloneront les rues de la cité pour faire appliquer les consignes ».

Il faut remettre les choses au point. Ce que veulent les « réos », c'est une mobilisation générale et consciente, de toute la classe ouvrière en

de la violence ? Ce sont ceux qui refusent de satisfaire les justes revendications des travailleurs. Ceux qui tiraient hier des grenades lacrymogènes

neau, responsable de la fédération des cuirs et peaux de la CGT. C'est sur la position prise par la CGT par rapport à la journée « ville morte » que les participants engagèrent le débat. En effet, la CGT revenait sur sa position antérieure et se prononçait contre, au nom d'une enquête menée, selon la tribune, par les délégués des sections d'entreprises. Selon eux, dominerait dans la classe ouvrière fougéroise, ce serait les sentiments anti-réos, l'acceptation de la crise et dans ces conditions la journée « ville morte » ne pourrait être qu'une contrainte, un déchainement de

en bref... en bref... en bref...

o ASPRO (NICHOLAS): EXPULSION DES DE LEGUES SYNDICAUX

A Gaillard, Haute Savoie, Aspro Nicholas est en grève et les travailleurs occupent depuis un mois, pour protester contre le licenciement de 110 travailleurs (sur 330). Il y a quelques jours, 11 délégués syndicaux ont été expulsés, sur ordre du tribunal.

o VAUDREUIL : ME- NACES DE LICENCIEMENTS

La construction des 1400 logements de la « ville nouvelle » de Vaudreuil (Eure) a été interrompue à cause des « difficultés » rencontrées par la direction de l'entreprise de construction Quille. Elle se sert de ce même prétexte pour menacer son personnel de licenciements : 369 sont prévus. Pour la plupart, il s'agit d'ouvriers immigrés, qui vont se trouver d'un coup sans travail et à la rue, car c'est l'employeur qui leur assure le logement. De plus, après une période de 6 mois sans travail, ils risquent d'être expulsés du jour au lendemain.

o SNR

Pour permettre « l'ouverture de négociations » (disent les syndicats), les ouvriers de la SNR d'Anancy ont repris le travail hier matin après trois semaines de grève.

o LEXY A LONGWY

A l'usine de tubes de Lexy à Longwy, 80% des 800 ouvriers sont en grève tournante depuis le 16 février. Ils réclament 100 F pour tous. La direction accepte de leur accorder cette augmentation, sous réserve de passer de 13 000 tonnes par mois à 18 000 tonnes. Bien entendu, les travailleurs ont refusé !

LES GRÉVISTES DE FLUOTECHNIQUE BLOQUENT UN TRAIN A MOUCHARD

Pour protester contre les licenciements, les travailleurs de l'usine Fluotechnique (tubes fluorescents) de Salins-les-Bains dans le Jura, qui occupent leur usine depuis le 9 janvier ont retardé le départ du train Milan-Paris d'une vingtaine de minutes.

JOURNÉE RÉGION MORTE LE 29 AVRIL EN LANGUEDOC

Les organisations de viticulteurs ont décidé d'organiser pour le 29 avril une journée région morte, sur les mêmes bases que celle du 5 février, et avec les mêmes organisations syndicales (CGT, CFDT, FEN...). Un rassemblement régional se tiendra à Montpellier.

o RENCONTRE NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Elle s'est tenue à Paris le week-end dernier, à l'initiative d'ouvriers en lutte de Caron-Ozanne, Darboy, Lang, IMRO... de militants de Chaix (CFDT) et du collectif de lutte du livre. Le but de cette réunion était de faire progresser la réflexion sur certaines questions posées aujourd'hui dans les luttes : quelles formes de lutte ? Quelle démocratie ? Quelle solidarité ? Quels débouchés aux luttes ?

o GAMBIN A VIUZ EN SALLAZ

Les travailleurs de Gambin (machines-outils) à Viuz en Sallaz (Haute-Savoie) viennent de recevoir leurs lettres de licenciement. Le 24 février dernier, ils avaient décidé de faire une vente sauvage de machines pour se payer des sommes qui leur étaient dues.

Pour protester contre le non paiement des indemnités de licenciement promises, les 80 ouvriers de l'usine de bonetterie de Michalière à Fitlieu (Isère) ont occupé les locaux des ASSÉDIC de Grenoble.



premier lieu, et non une bagarre entre ouvriers.

Pour obtenir le maintien de l'emploi sur place, il faut mener la lutte. Qui est responsable de la situation actuelle ? Les ouvriers de Réhault qui refusent que 400 d'entre eux soit jetés à la rue ? Ou bien ceux qui veulent faire de Fougères une ville touristique « riche et prospère » d'où seraient bannis les ouvriers bretons ? Qui est responsable

sur les manifestants, blessant une jeune fille à vie. Pourquoi, après ces pressions la journée « ville morte » est-elle compromise ? Il y a le ralliement de FO au point de vue de la bourgeoisie locale ainsi que la CFTC et la CGC, dénoncées de vive voix lors de la dernière assemblée générale des « réos ».

Vendredi dernier, se tenait une réunion publique de la CGT, animée par Guy Moi-

violence animé par des éléments minoritaires et irresponsables qui se feraient ainsi les complices de la répression. Le débat en est là.

Tous ces efforts en se conjuguant, rendront difficile le plein succès de cette journée qui pourtant devait marquer une étape importante de la lutte dans le pays fougérois.

Correspondant Fougères

INTERNATIONAL

SITUATION TENDUE AU LIBAN

Dans la journée du lundi, un ultimatum a été lancé au Président de la République. Frangié : s'il ne démissionne pas, le palais présidentiel sera attaqué par l'armée. Cet ultimatum, qui devait être appliqué à 14 heures, a été reporté à 16 heures puis jusqu'à une heure non précisée. Le refus du président Frangié de se plier à la volonté des militaires vient du soutien qu'il reçoit encore : les Phalanges de Gemayel et le parti national-libéral de Chamoun.

La question se pose : les phalanges resteront-elles jusqu'au bout avec Frangié ? Ce n'est pas certain. Dès le début du coup d'État, leur position n'était pas définie et il est bien possible qu'elle change car presque toutes les unités de l'armée se sont ralliées au commandant Aziz al Ahdab. D'ailleurs, l'ultimatum pour la démission de Frangié a été lancé non par le commandant Ahdab, mais par le commandement du Mont-Liban, connu pour ses positions aux côtés des phalanges lors de l'attaque contre la Résistance Palestinienne et le mouvement patriotique libanais. D'autre part, les formations militaires d'extrême-droite, comme « Les Gardiens des Cèdres » et l'ordre des moines de Cherbel al kassis ont annoncé qu'ils soutiennent le coup d'État, car, pour eux, il permettra au Liban de « retrouver la légalité de sa Constitution ».

Frangié a refusé un projet d'amnistie pour tous les soldats déserteurs, présenté par l'état-major, et à même menacé de dissoudre tout le commandement de l'armée. En réponse, le commandant Ahdab fait son coup de force, qui n'est pas du tout contesté par le reste de l'armée. Certaines casernes dans la « région chrétienne » sont encore liées au Président de la République mais la plus importante, celle de l'École Militaire, a rallié le mouvement d'Ahdab.

D'autre part, Raymond Ed-dé, leader maronite représentant de la bourgeoisie nationale, est pour la démission de Frangié, et en cela, il se rapproche du commandant Ahdab. Mais il n'est pas pour une solution militaire. C'est aussi la position de Saëb Salam, chef sunnite de la bourgeoisie nationale, de Joumblatt et des forces de « gauche ».

Dimanche, une réunion secrète s'est tenue entre le mouvement d'Ahdab et celui d'Al Kahtib (Armée Arabe du Liban). Le compte-rendu de cette réunion n'a pas été publié mais il semblerait que ce serait une préparation à

l'attaque du palais présidentiel. Le déclenchement de ces nouveaux événements fait en effet suite au problème de l'armée arabe du Liban. Depuis le coup d'État, les forces en présence se définissent pour ou contre la démission de Frangié. Une pétition fut signée au Parlement demandant sa démission. 70 des 99 députés l'ont signée.

Ce refus de démissionner risque de déclencher à nouveau la guerre civile. Le mouvement d'Ahdab a rallié presque toutes les formations militaires et politiques pour un but précis : la reconstitution de l'État. Mais dans ce rassemblement, tous ne

poursuivent pas le même but. Pour certains, c'est la fin de la guerre civile, l'État contrôlera les milices. Pour d'autres, c'est pour éviter une guerre civile actuellement en attendant de regrouper les forces perdues après Damour.

Pour Ahdab, c'est une question de temps. Si la situation reste bloquée, les groupes qui le soutiennent actuellement peuvent le lâcher et reprendre, chacun, leur camp. Et la guerre civile peut reprendre, non pas entre partisans de Frangié et partisans d'Ahdab, mais entre force de droite en général et forces de gauche.



en bref... en bref... en bref...

AFRIQUE DU SUD

Le chef tribal des zoulous, Buthelezi, a déclaré dimanche devant douze mille personnes que la politique de l'apartheid et des réserves ne pourrait aboutir. Affirmant que dans l'éventualité d'une guerre avec des pays africains, son peuple « ne servirait pas de chair à canon à l'Afrique du Sud », il a ajouté, très applaudi : « L'histoire triomphera de l'apartheid, parce que l'histoire est finalement l'œuvre des majorités et non des minorités ».

USA

Ford vient d'écartier de ses fonctions le directeur de sa campagne électorale, l'intégrité de celui-ci étant suspecte. L'ancien acteur Reagan étant battu à un certain nombre d'élections primaires, Ford risque de se retrouver candidat républicain. Du côté démocrate, on parle beaucoup d'Humphrey, ancien vice-président, vieux cheval de retour. Mais son honnêteté serait aussi mise en doute. A qui se fier ?

IRAN

Selon la presse de Téhéran, 25 officiers et 186 sous-officiers et soldats des forces armées iraniennes sont morts au cours des douze derniers mois « dans l'accomplissement de leur mission ». Cette « mission » n'est pas précisée. Il s'agit très probablement de l'agression contre le peuple d'Oman, notamment au Dhofar.

ESPAGNE

Face au mouvement étudiant qui se développe, le ministre de l'éducation Robles Piquer menace. Il a adressé des directives aux recteurs pour que les discussions dans les facultés s'en tiennent « à des limites intellectuelles ». Il annonce qu'il ne tolérera « ni la violence physique, ni la violence morale ». Hier,

les étudiants devaient décider de la création d'un syndicat légal.

SOMALIE

L'agence somalienne de presse annonce que des concentrations de militaires français seraient observées à la frontière entre la Somalie et Djibouti.

INGÉRENCE US

L'ambassadeur américain en Italie a déclaré samedi à Milan que les Etats-Unis s'inquiétaient de la possibilité d'un changement de régime en Italie : « nous ne pouvons nous permettre d'aider ceux qui pourraient se trouver dans une position différente de la notre ».

ESPAGNE

Le corps criblé de balles d'un chauffeur de taxi a été découvert près de la localité de Guétaria, dans la province de Guipuzcoa. Selon l'agence de presse espagnole, il pourrait s'agir d'une action de l'ETA. Mais l'ETA ne l'a pas revendiquée.

JÉRUSALEM

La livre israélienne a subi dimanche une nouvelle dévaluation de deux pour cent. Par ailleurs, un certain nombre de produits comme le pain, la viande, le lait, l'huile et l'essence ainsi que les transports en commun devraient prochainement subir des hausses de 10 à 20 %. L'économie israélienne est de plus en plus malade de la politique de guerre sioniste.

BAHREIN

Cet émirat du Golfe mettra fin prochainement aux facilités qu'il accorde à la marine américaine. Le ministre des Affaires Etrangères de cet Etat a déclaré : « nous ne voulons pas être entraînés dans les conflits internationaux et nous ne sommes pas disposés à accorder des privilèges aux grandes puissances ».

LE MOZAMBIQUE ET LA GUINÉE BISSAU

ont reconnu officiellement la République Arabe Saoudienne Démocratique.

CHINE

Dans la région autonome Ouïgoure du Sinkiang, les langues des minorités nationales se développent. Des mesures ont été prises récemment pour créer de nouveaux alphabets. De nombreux livres et journaux sont édités en langue ouïgoure et kazakh. Comme le dit l'Agence Chine Nouvelle « le Parti Communiste Chinois et le gouvernement populaire attachent une importance particulière au développement de la culture des différentes nationalités ».

ZAMBIE

Une délégation officielle de la République Populaire d'Angola conduite par le ministre des Affaires Etrangères Dos Santos est attendue en Zambie pour normaliser les relations entre les deux pays. Rappelons que jusqu'ici, la Zambie n'avait pas reconnu le gouvernement de l'Angola.

LAOS

De nombreux attentats et actes de banditisme sont signalés ces jours-ci au Laos. Le quotidien du Pathet Lao, la Voix du Peuple, dénonce « les contre révolutionnaires qui menacent ouvertement le nouveau pouvoir populaire ». De même le journal du Parti du Travail Vietnamien Nhan Dan accuse les impérialistes américains et leurs valets de mener des actions de sabotage contre les pouvoirs révolutionnaires dans les trois pays indochinois.

A l'issue de sa visite en Yougoslavie, M. Banda, ministre des Affaires Etrangères de Zambie a indiqué que les deux pays ont convenu d'accroître leur aide aux mouvements de libération en Zimbabwe (Rhodésie) et en Namibie.

RÉUNION DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'UDR SUR LA QUESTION EUROPÉENNE

Le bureau exécutif de l'UDR s'est réuni hier après-midi pour discuter de la position à adopter par rapport à l'élection du parlement européen au suffrage universel. L'UDR a écouté la motion préparée par Couve de Murville qui critique l'idée de l'élection au suffrage universel préconisée dans le rapport Tindemans. Dans sa motion Couve de Murville souligne : « Le bureau exécutif de l'UDR... est arrivé à la conclusion que les arguments articulés en faveur d'une élection directe de l'Assemblée n'étaient pas convaincants ». Et Couve de Murville énonce les dangers qu'elle comporte : querelles de partis politiques et danger de conflit entre le parlement européen et les différents gouvernements. Pour l'élection au suffrage universel, l'UDR pose comme conditions : « L'élection devrait se tenir le même jour dans tous les pays de la Communauté sans exception. La répartition des sièges entre les États doit être strictement proportionnelle aux populations respectives. Le mode de scrutin doit être le même partout ». Et les attributions de l'Assemblée doivent se limiter à celles fixées par les traités européens.

Portugal BATAILLE ÉLECTORALE PS-PPD

Organisée par le Comité pour la Défense de la Démocratie au Portugal, créé en août 75 par l'internationale social-démocrate, s'est tenue cette fin de semaine à Porto, une réunion à laquelle participait tous les grands dirigeants européens, Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olaf Palme, François Mitterrand, etc...

Cette réunion, à l'initiative de Mario Soares et du Parti Socialiste Portugais en début d'une campagne électorale, a rendu le PPD « jaloux et furieux ». En effet, PS et PPD se disputent l'appellation de social-démocrate (après le 25 avril, les deux partis avaient demandé leur affiliation à l'Internationale social-démocrate, mais Mario Soares qui était en exil en France pendant que Sa Carneiro du PPD siégeait au Parlement dès Caetano n'avait eu aucun problème à se faire reconnaître). (Récemment les deux secrétaires viennent de faire le tour de l'Europe, afin de pouvoir dire « C'est nous qui sommes les mieux placés pour recevoir l'aide de l'Europe »). Ce sommet de Porto marquait donc une petite victoire du PS. Le patronat portugais considérait comme « d'une extrême importance et d'une grande utilité pour

aider au développement économique du pays », la visite de ces responsables sociaux-démocrates européens.

Ayant été battu sur le plan du patronat, le PPD a tenté de se rattraper par rapport à l'électorat, il a organisé à Porto, samedi, jour de l'arrivée des personnalités, un meeting sur les thèmes : pour la social-démocratie et pour l'indépendance nationale. Il a menacé de se retirer du gouvernement si le premier ministre se rendait à Porto, il a fait le tour des ambassades pour expliquer que la venue des personnalités risquaient de provoquer des heurts dans les rues de Porto.

Ainsi, plusieurs milliers de personnes assisteront au meeting du PPD ou sera dénoncé avec violence le PS « social-marxiste » et le P(C)P « social-fasciste ». Alors qu'au meeting du PS, Mario Soares faisait scander « L'Europe est avec nous ».

La bataille de ces deux organisations pour conquérir les voix de la petite et moyenne bourgeoisie va être rude. C'est la raison pour laquelle la direction du PS refuse toute ouverture en direction du P(C)P malgré les appels répétés de celui-ci.

INTERNATIONAL

EGYPTE

SADATE ROMPT L'ACCORD DE 1971 AVEC L'URSS

Le président Sadate a consommé dimanche soir la rupture de l'Égypte avec l'URSS en demandant au Parlement égyptien d'abroger le traité d'amitié qui lie les deux pays depuis cinq ans.

Le «Traité d'amitié et de Coopération» avait été signé par le Caire le 27 mai 1971. Il prévoyait «des consultations régulières au sujet des questions importantes» et la «coordination des positions». Dans le domaine militaire, l'URSS devait renforcer la puissance défensive de l'Égypte par la coopération et l'aide pour l'entraînement militaire. Enfin, du point de vue économique, l'URSS devait contribuer à la reconstruction de l'Égypte après la guerre des 6 jours. Prévu pour quinze ans, ce traité, modèle du genre avant les traités soviéto-irakiens, serait abrogé après cinq ans d'une existence tumultueuse.

Dans son discours, de trois heures devant l'Assemblée du Peuple, Sadate a déclaré notamment «L'URSS veut exercer sur nous une pression militaire et économique afin de nous obliger à nous agenouiller devant elle. Je ne me prosternerai devant Dieu».

Il reproche, entre autres choses, à l'URSS, de ne pas tenir ses engagements de livraison d'armes, de refuser tout moratoire sur les échéances, et de plus de demander des intérêts sur les dettes militaires de l'Égypte. Ces exigences sont insupportables dans la situation économique actuelle de l'Égypte, qui est catastrophique.

De plus, Sadate a accusé Brejnev d'avoir complété contre le régime égyptien. L'Assemblée devait se prononcer rapidement sur la proposition de Sadate. Le journal «Al Goumhourya» annonce que les facilités accordées à la flotte soviétique avaient été déjà suspendues.

L'Égypte face aux deux superpuissances

La rupture, intervenue avant-hier, du «traité d'amitié» URSS-Égypte pose, outre la question des rapports impérialistes établis par Moscou, celle des facteurs qui ont déterminé, d'un point de vue interne, l'évolution du Caire. Avant de revenir sur la première question, c'est ce dernier point que nous traitons aujourd'hui.

Le désir de la bourgeoisie égyptienne d'arriver à une stabilisation dans la région a conduit le régime égyptien à

de diversifier les sources d'approvisionnement d'armes. En effet, il demandera des armes «défensives» (avions, matériel électronique) pour une valeur de 5 à 7 milliards de dollars. Ce rapprochement est vivement critiqué par l'URSS dont l'armement de l'Égypte dépendait entièrement jusqu'en 1972. Sadate déclarait encore au début de 75 : «Nous ne pouvons pas renoncer à l'ar-

d'Alexandrie et au projet de développement du complexe sidérurgique de Hélovan.

AVANCÉE DES AMÉRICAINS

Quant à la poussée américaine, elle se précise depuis 70. Après la politique d'ouverture économique en 71, les capitaux américains affluent vers l'Égypte (environ 2 milliards de dollars

étrangères ; les capitaux ne sont pas soumis aux lois égyptiennes, donc non soumis aux impôts.

● L'institution de «zones franches» protégées contre les nationalisations.

● Dans le secteur agricole, les terres mises en valeur seront exploitées par des compagnies indépendantes.

● Des garanties sont données pour permettre au secteur privé de jouer un rôle dans la production : aide à l'exportation, solutions aux problèmes des douanes.

● Pour le commerce extérieur, c'est la création des marchés parallèles des échanges, libérés des restrictions imposées aux importations et exportations. Ces marchés parallèles visent à augmenter l'afflux des capitaux étrangers. Ceux-ci commencent à arriver après la guerre d'Octobre : Japonais, Américains, Anglais, Allemands, Français viennent rejoindre les capitaux des pays arabes et des pays de l'Est qui se trouvaient là depuis l'époque de Nasser.

En Mai 74, une «loi sur l'investissement» est adoptée. Elle permet aux capitaux étrangers et arabes d'être investis dans tous les domaines de la vie économique, avec la promesse que ces capitaux ne seront jamais nationalisés. La réexportation des fonds investis sera assurée.

POUSSÉE DU SECTEUR PRIVÉ

En même temps que se fait «l'ouverture à l'Ouest», une

sur les deux secteurs, public et privé» (discours de Sadate le 18/10/75). Le secteur public reçoit des investissements étrangers de certains pays arabes et des pays de l'Est, alors que le secteur privé reçoit tous les capitaux des pays occidentaux, de pays arabes comme le Liban, ainsi que de l'Iran.

Pour augmenter la part du secteur privé dans la production, Sadate permet à la bourgeoisie privée d'assurer sa domination politique : il a remanié plusieurs fois son gouvernement dans le but d'éloigner les «nassériens» pour remettre au pouvoir les hommes éloignés par Nasser, qui, depuis, ont réussi à accumuler des capitaux. La plupart de ces hommes sont connus pour leur attachement aux États-Unis (les frères Amin, Ismail Fahmi) ; il a libéré les prisonniers réactionnaires féodaux et les frères musulmans. «Nous avons remis en place les juges éloignés en 69, nous avons éliminé toutes les mesures exceptionnelles prises par la révolution pendant 18 ans... et nous avons permis le retour des réfugiés des années 50» (discours de Sadate du 18/10/75).

Tous les changements survenus en Égypte entre 70 et 75 montrent la volonté de la classe dominante égyptienne de se diriger vers le capitalisme privé et vers l'impérialisme américain.

Ainsi la bourgeoisie égyptienne continue à chercher

1970 : janvier : accord égypto-soviétique pour l'installation de fusées Sam 3 en Égypte.

1971 : Janvier : inauguration du haut barrage et de la centrale hydro-électrique d'Assouan par Sadate et Podgorny.

17 Mars : l'URSS accorde à l'Égypte de nouveaux prêts de 400 millions de dollars (= 1 600 millions de F) : électrification de la campagne.

27 Mai : traité d'amitié et de coopération entre l'URSS et l'Égypte pour une durée de 15 ans. 1972 : Brouille avec l'Égypte.

6 Août : départ des conseillers militaires soviétiques.

1973 : 26 Octobre : discours de Brejnev axé sur la détente et déclarant que, à la demande de Sadate, l'URSS a décidé d'envoyer des «représentants soviétiques» au Proche-Orient pour superviser le cessez-le-feu.

1974 : Avril : Sadate accuse l'URSS d'avoir retardé l'approvisionnement d'armes à l'Égypte.

Mai : Étape plus positive dans les relations égypto-soviétiques.

Déclaration de Sadate : «L'Égypte veut adopter une politique de non-alignement et d'équilibre entre les grandes puissances».

L'URSS ET LE CANAL DE SUEZ

Le canal de Suez est important pour l'URSS, l'essentiel du commerce entre la Russie occidentale et les pays situés au Sud et à l'Est de Suez s'effectue par la mer.

Entre les années 60 et 66, l'Union Soviétique a été, après le Japon, le principal utilisateur du canal. Le tonnage du commerce soviétique franchissant le canal est passé de 2,1 millions de tonnes en 1960 à plus de 10 millions de tonnes en 1966.

lourdes conséquences de cette colonisation économique occidentale et qui a fait l'expérience de «l'amitié» soviétique ne peut non plus faire aucune confiance à l'impérialisme US, protecteur du sionisme, pour parvenir à reconquérir les territoires occupés et à conquérir une véritable indépendance nationale.



Sadate avec Podgorny



passer un accord avec l'ennemi sioniste. Cet accord est politiquement différent du désengagement sur le Sinaï fait après la guerre d'Octobre 73 : l'Égypte reconnaît implicitement l'Etat sioniste, dans «ses» frontières ; l'arrivée de «conseillers» américains (notamment de l'ONU) permet à la présence américaine de s'affirmer de plus en plus ; les États-Unis sont présentés comme un arbitre dans la région, alors qu'ils sont en fait un ennemi ; l'ouverture du canal de Suez et la permission aux marchandises en direction de l'Etat sioniste de passer, crée une certaine «détente» sur le front égypto-sioniste. C'est ce que voulait la bourgeoisie égyptienne en signant cet accord.

Plus que la «détente», la bourgeoisie égyptienne profite économiquement des régions «libérées» : des observateurs ont estimé que l'ouverture du canal de Suez, la récupération des puits de pétrole d'Abou Rodeiss dans le Sinaï amèneront un bénéfice de 700 millions de dollars par an.

UNE «AIDE» QUI COUTE CHER !

Depuis la fin de la guerre d'Octobre 1973, Sadate a accentué le rapprochement de l'Égypte avec les USA.

Il a d'abord expliqué ce rapprochement par la volonté

mement russe, car aucune puissance n'est en mesure de se substituer à l'URSS en ce domaine».

Cet armement coûtait cher à l'Égypte. En effet, un récent article de la Pravda déclarait : «Depuis 1973, l'URSS poursuit avec conséquence sa politique de coopération amicale dans le domaine militaire, conformément aux accords existants. CECI EST UNE AFFAIRE BILATÉRALE. Cette coopération ne peut pas se développer si l'une des parties cherche à la saper.»

La dette égyptienne envers l'URSS et les pays de l'Est s'élevait en fin 74 à 5 milliards de dollars sur un ensemble de 6 à 7 milliards de dollars. L'Égypte était obligée de rembourser chaque année à l'URSS environ 180 millions de dollars dont une partie en matières premières (coton) aux prix du marché mondial, ce qui oblige l'Égypte à importer des céréales de l'URSS, au prix fort. Malgré la politique américaine de Sadate, des accords commerciaux ont encore été signés en février 75, portant sur une somme de 850 millions de dollars, et les investissements soviétiques en Égypte continuent : pour le plan quinquennal (76-80), deux milliards de dollars seront investis ; l'Union soviétique participant à la construction d'une aciérie, près

jusqu'en 74). Les banques américaines se multiplient. Elles sont même protégées contre la hausse des impôts. D'un autre côté, la poussée impérialiste occidentale a permis le rapprochement entre l'Égypte et les pays liés à l'impérialisme américain : l'Arabie Séoudite, les Emirats Arabes et l'Iran. Ces États investissent massivement. L'Iran a déjà investi 1,5 milliards de dollars en échange d'une «ouverture» sur la



et avec Kissinger

Méditerranée : il aura des facilités de commerce à Port-Saïd.

En septembre 1971, des mesures économiques sont prises dans ce sens :

● Réorganisation des banques au profit du capitalisme étranger : toutes les opérations se font en devises

lutte est engagée contre le secteur public (85 % de l'économie au temps de Nasser) sous prétexte qu'il est inefficace : «Nous avons permis le passage au socialisme importé, bureaucratique, basé sur le secteur public, au socialisme égyptien arabe, socialisme du bien-être, basé

plus avant, à se dégager de la tutelle écrasante du social-impérialisme russe en se plaçant sous une autre tutelle, celle de l'impérialisme US et des autres impérialismes occidentaux. C'est une solution nécessairement fragile et instable ; le peuple égyptien subissant de plein fouet les

CHINE: LA CAMPAGNE CONTRE LA DROITE

(1) LES CRITIQUES SE PRÉCISENT

par Charles Dufour

Le mouvement de lutte contre le déviationnisme de droite a pris ces derniers jours une nouvelle ampleur, et ce faisant, il a précisé ses objectifs. A cet égard, l'analyse présentée dans les numéros du 4/5/6 mars, appelle un complément. On voit maintenant, en effet, beaucoup plus clair, pourquoi le mouvement se définit comme « la poursuite et l'approfondissement de la grande révolution culturelle prolétarienne ». La lutte fournit des aperçus nouveaux sur le débat politique au cours des années récentes, et éclaire ainsi la portée des différends d'aujourd'hui. Ses

derniers développements nous montrent aussi les principes fondamentaux sur lesquels repose la démocratie politique dans la dictature du prolétariat.

Ce qui a changé en dix jours, ce n'est pas le terrain de la lutte : ce terrain reste à titre principal celui de l'enseignement et de la stratégie économique, sur lequel s'affrontent défenseurs et détracteurs des innovations de la révolution culturelle. Le fait nouveau, c'est la personnalisation de ce courant révisionniste.

« un responsable engagé dans la voie capitaliste »

Le 10 mars, le Quotidien du Peuple, journal du comité central, publie un éditorial d'une importance capitale sous le titre : « Remettre en cause des conclusions justes contrecarre la volonté du peuple ». Ce titre lui-même, est une citation « récente » du président Mao. Et cette condamnation, le quotidien nous dit qu'elle met au grand jour, la nature réactionnaire d'un responsable du parti engagé dans la voie capitaliste qui refuse de s'amender et va à l'encontre du courant de l'histoire. Elle encourage tout notre parti, toute notre armée et notre peuple tout entier à poursuivre cette lutte plus activement encore.

Qui est responsable ? Le journal n'en fait pas mystère : « Celui qui est à l'origine du vent déviationniste de droite est ce responsable engagé dans la voie capitaliste qui, avant la grande révolution culturelle, a emboîté le pas à Liu Shaochi dans la pratique du révisionnisme et s'est opposé à tous les mouvements révolutionnaires socialistes, qui fut critiqué au cours de la grande révolution culturelle mais refuse de s'amender. Il a juré du bout des lèvres de ne jamais remettre en cause les conclusions établies, mais une fois revenu à son poste de travail, il a récidivé, continuant de suivre la voie capitaliste ».

Tant que la critique n'aura pas pénétré

justes et dans lequel s'expriment les fractions réactionnaires qui subsistent dans la population et dans le parti. Mais pour s'affirmer sinon pour vaincre, une tendance doit disposer d'une partie du pouvoir. Il est normal de viser d'abord les membres du parti dans l'erreur, et parmi eux, ceux qui détiennent les plus hautes responsabilités.

A cet égard, l'article du 10 mars est fort sévère. Ceux qui ont soufflé le vent déviationniste de droite, dit-il, n'ont pas la grande révolution culturelle prolétarienne, en remettaient en cause les conclusions et lui réglaient son compte. Leurs activités visant à remettre en cause les conclusions justes ont été menées d'après une théorie et un programme définis et de façon organisée. Ils dirigeaient le fer de lance contre notre grand dirigeant le président Mao, contre sa ligne révolutionnaire et contre les larges masses populaires.

Ces mots sont choisis avec minutie. Les divergences au sein du parti sont normales et enrichissantes ; elle se règlent par la discussion, les concessions. En revanche, celui qui tente de faire prévaloir ses vues avec un programme d'action propre, et surtout avec une organisation, rompt avec les principes du centralisme démocratique. Il



profondément dans les couches populaires, tant que la faute n'aura pas été jugée irrémédiable, tant qu'une autocritique reste possible, la presse ne citera aucun nom. Mais il n'est pas difficile d'identifier la cible : elle ne peut être que Teng Hsiaoping, l'un des vice-premiers ministres et vice-présidents du parti, chef d'état-major général depuis janvier 1975.

A vrai dire, il n'est pas exact de qualifier Teng Hsiaoping de cible : la véritable cible, c'est ce « courant déviationniste de droite qui vise à remettre en cause des conclusions

se situe plus ou moins en dehors du parti.

Teng Hsiaoping fait désormais figure de chef de file d'un courant droitier, personne n'en peut douter. Son destin politique n'en est pas pour autant scellé dès à présent. La presse centrale ne cite pas son nom, comme si l'on laissait au vice-premier ministre la chance d'une auto-critique. Il faut savoir qu'il s'agit là d'une tradition du parti bien ancrée, et que l'on ne se presse pas en Chine de pousser dehors les adversaires. Le passé de Teng lui-même, en témoigne, et ce n'est pas la partie la moins intéressante du débat.



critiqué puis réintégré

Pendant la révolution culturelle, Teng, secrétaire général du parti, fut démis de ses fonctions. Il était, aux côtés du président de la République Liu Shaochi, « cet autre responsable parmi les plus haut placés, qui bien que du parti, a pris la voie capitaliste ». La presse centrale ne le nommait pas, mais sa petite taille le désignait aisément sur les caricatures populaires. On organisait des meetings pour dénoncer le « grand renégat, le grand contre-révolutionnaire, le grand ambitieux », et son nom barré de noir resta sur les murs jusqu'à sa réapparition de 1973.

Un article de 1967, largement diffusé en Chine et en France et qui s'intitule « la lutte entre les deux voies dans les campagnes chinoises » formule contre Teng des griefs qui ne sont pas sans évoquer ceux d'aujourd'hui. Teng y apparaît comme le bras droit de Liu Shaochi. Le texte lui prête les fameuses paroles : « Pourvu que l'on puisse augmenter la production, on peut même recourir à l'exploitation individuelle : qu'un chat soit blanc ou noir, importe peu ; s'il attrape les rats, c'est un bon chat ».

Le même document affirme que Teng avait voulu freiner la révolution dans les campagnes, en particulier lors du mouvement d'éducation socialiste : « Le premier à se manifester fut un autre responsable du Parti, parmi les plus haut placés, engagé dans la voie capitaliste. Cet individu agissait toujours de connivence avec le Khrouchtchev chinois (N.A. ; autrement dit Liu Shaochi) pour barrer la route à la révolution socialiste à la campagne. Il était parmi ceux qui supprimaient furieusement les coopératives agricoles... Quatre mois à peine après la publication du « document en dix points » sur le grand mouvement d'éducation socialiste, il a formulé impatiemment un prétendu

« deuxième document en dix points », projet diamétralement opposé au premier. Usant de la méthode contre révolutionnaire de « retirer les bûches de dessous le chaudron », ce deuxième document en dix points dépouillait le premier de son contenu fondamental, à savoir la lutte entre les deux classes et entre les deux voies ».

Malgré les fautes commises, Teng Hsiaoping ne fut pas définitivement éliminé comme Liu Shaochi. Il procéda à une auto-critique, et celle-ci fut acceptée. Il partit travailler à la base, plusieurs années dit-on. A partir de 1968, les attaques disparaissent dans la presse. C'est le grand silence, jusqu'au retour de 1973. On explique ce dernier par la distance que Teng aurait pris à l'égard de ses erreurs, par la promesse qu'il aurait faite de respecter les décisions issues de la révolution culturelle, on rappelle aussi son glorieux passé, son énergie à combattre Khrouchtchev lors des conférences de Moscou, et l'on souligne sa compétence à un moment où Chou En Lai - on l'apprendra plus tard - doit déjà s'écarter progressivement de la scène. Il ne s'agit pas de réhabilitation, ajoute-t-on ; des fautes graves furent commises, mais la maladie étant guérie, l'homme politique pouvait survivre.

Or aujourd'hui, le Quotidien du Peuple nous affirme qu'il ne s'agissait que d'une illusion : le vice-premier ministre ne se serait repenti que du bout des lèvres et aurait continué d'adhérer à la ligne ancienne, sans jamais adopter le point de vue d'un révolutionnaire marxiste. « Des gens comme lui, affirme l'éditorial du 10 mars, n'ont jamais été des marxistes, mais des démocrates bourgeois dont la pensée, comme l'a indiqué le président Mao, est encore à ce jour celle qu'elle était dans la période de la révolution démocratique ».

la bourgeoisie dans le Parti

Ne serait-ce qu'en raison de l'identité du personnage central, il est aisé de comprendre pourquoi il s'agit à présent de « la poursuite et l'approfondissement de la révolution culturelle ». Mais il s'agit aussi et surtout de souligner la persistance de la bourgeoisie au cœur même du parti, comme l'indique plus nettement que jamais cette citation de Mao Tsé-toung toute récente : « Les voici eux-mêmes pris sous le feu de la révolution socialiste. Lors du mouvement des coopératives, il se trouvait au sein du parti des gens pour s'y opposer. La critique du droit bourgeois les rebute. On mène la révolution socialiste sans même savoir où est la bourgeoisie ; or, cette bourgeoisie, elle se trouve dans le parti communiste, ce sont les

responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie ».

La lutte contre le Kuomintang pour la libération nationale, c'était un combat difficile, mais la construction du socialisme, l'approfondissement de la dictature prolétarienne, c'en est un autre, tout aussi âpre. De nombreux militants qui se sont autrefois couverts de gloire, hésitant à renforcer aujourd'hui le rôle dirigeant de la classe ouvrière, à renforcer la dictature prolétarienne. Ce qui leur donne tort, comme nous le verrons demain, c'est l'activisme des masses, désireuses de progresser sur la voie socialiste et plus avancées à cet égard que ces dirigeants timorés.

21 MARS

**PLUS DE 100 ENTREPRISES REPRÉSENTÉES
DES PAYSANS DU JURA, DU MIDI, DES VOSGES, DE SAONE ET LOIRE**

**POUR PRÉPARER L'OFFENSIVE OUVRIÈRE !
POUR UNE ISSUE RÉVOLUTIONNAIRE À LA CRISE !**

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ACCUSENT LE CAPITALISME EN CRISE

LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

INTERVENTION CENTRÉE DU Parti Communiste Révolutionnaire (m.l)

STANDS DES USINES EN LUTTE

PARLEZ COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES À L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

gilles servat

la Fédération Rhône-Loire du P.C.R.(m-l) se mobilise activement pour le Rassemblement Communiste

Dans notre région depuis le mois de septembre, on assiste à un développement progressif de l'offensive ouvrière : les travailleurs de Paris-Rhône, des différentes usines CEM, de Brandt, des PTT, de Rhodia, de Berliet..., la SOMA (St Etienne), Manducher (Oyonnax), ont sous des formes différentes remis en cause le chantage à la crise de la bourgeoisie et engagé la lutte. Des délégations de ces différentes usines seront présentes au Rassemblement et à la réunion ouvrière qui le précédera.

Les ouvriers de Paris-Rhône expliqueront comment leur lutte s'est heurtée à la répression conjuguée de la bourgeoisie et des révisionnistes.

A la CEM, de nombreux travailleurs se mobilisent autour du cercle du parti et engagent un travail d'enquête qui permettra de mieux comprendre la situation actuelle, les freins qui existent encore au développement des luttes, la nécessité de se démarquer des révisionnistes, de promouvoir la démocratie ouvrière dans les luttes.

Les ouvriers de Brandt rapporteront comment, en appliquant la ligne de masse dans leur travail, ils ont pu développer un large travail anti-impérialiste sur le Sahara et renforcer ainsi l'unité des travailleurs de l'usine, notamment algériens et marocains.

Les travailleurs de Rhodia-Belle-Étoile, qui comme tous leurs camarades de Rhône-Poulenc, se mobilisent contre le démantèlement du groupe expliqueront comment la mobilisation des travailleurs, déjouant l'inertie des directions syndicales, a permis récemment de remporter une victoire contre le chômage partiel.

Dans les quartiers, la lutte contre le chômage et pour l'unité populaire se développe. Actuellement, les différents comités qui luttent contre le chômage et la vie chère (Vénissieux, Villeurbanne, 3^e, La Duchère) se mobilisent pour obtenir les transports gratuits pour les chômeurs, soutenus largement lors des actions engagées (prise de bus gratuits, manifestations) par la population et les conducteurs de bus.

Plusieurs délégations de ces quartiers seront présents au Rassemblement.

Des étudiants de l'INSA, de La Doua, de Bron, engagés dans la lutte contre la réforme Soisson se mobilisent pour faire connaître leurs luttes lors du Rassemblement.

Des lycéens de très nombreux établissements qui organisent trois journées d'action les 15, 16, et 17 viendront également à Paris.

Enfin, plusieurs camarades étrangers nous ont fait part de leur volonté d'être à Paris le 21 mars. Ils manifesteront ainsi concrètement par leur présence la communauté d'intérêt qui lie le peuple français aux autres peuples du monde dans le combat commun contre les super-puissances, pour le socialisme et la libération nationale.

Voici la liste des délégations de travailleurs dont la présence est d'ores et déjà assurée le 21 mars :

- Brandt
- SNAV
- Berliet
- CGEE
- Rhodia
- CEM
- Paris-Rhône
- PTT
- Calor
- Hôpital Édouard Herriot
- SNCF
- Bonnet (Villefranche)
- Manducher (Oyonnax)
- SOMA (St Etienne)

Des départs en cars sont organisés. Pour tout renseignement, écrire à la Librairie Populaire 226, rue Duguesclin 69003 - LYON

LA VIE DU JOURNAL

lettre aux camarades de Michelin à Montceau-les-Mines

par une fille de viticulteur

Camarades, j'ai lu avec intérêt le compte-rendu des discussions que vous avez eues entre vous au sujet des viticulteurs, ainsi que les questions que certains d'entre vous se sont posées à ce propos.

Je suis fille de viticulteur, et bien qu'ayant quitté mon petit village du Midi, j'ai gardé des liens suffisamment étroits avec ma famille, mes anciens voisins du quartier, etc. pour que je puisse vous apporter d'autres éléments d'appréciation du problème.

UN PAYSAN PAUVRE

Mon père était il y a 25 ans un paysan pauvre, possédant 4 ou 5 «coins» de vigne que lui avait laissés son père. Pour faire vivre sa famille (je suis pourtant fille unique !), il a dû travailler des vignes en fermage c'est-à-dire que ce sont des vignes qui ne lui appartiennent pas ; il donne le tiers de la récolte à leur propriétaire (en l'occurrence le médecin du village et une ancienne institutrice). Le fermier a à sa charge tous les frais sauf les fumures spéciales qui sont payées par le propriétaire. Ces fermages sont à peu près rentables les «bonnes années», soit celles où on peut éviter de sulfater parce qu'il n'a pas trop plu et que le mildiou n'est pas à craindre, soit les années où l'on n'a pas subi d'orage de grêle, qui à un mois de la vendange vient ravager une partie seulement ou parfois la totalité de la récolte. Mildiou ou grêle, lorsque les dégâts causés sont trop importants, vous donnent droit à être déclaré «sinistré», c'est-à-dire à avoir la possibilité de faire un emprunt au Crédit Agricole à un taux d'intérêt inférieur au taux habituel... Ces années-là, il faut faire couture, parce qu'on a eu «un coup de ciseau sur la récolte» à la fin de la vendange.

D'autant que le vin ne se vend toujours pas !... Il y a 20 ans, je voyais déjà mon père partir en manifestation à Nîmes ou à Montpellier (comme il y est allé en ce début du mois de mars) et le vin ne s'est pas mieux vendu !... A l'époque, le gouvernement répondait «c'est le Marché Commun qui est responsable. Il faut négocier avec nos partenaires».

Depuis ce temps, avec sensiblement les mêmes revenus, ayant pu s'acheter à crédit une ou deux vignes supplémentaires, un tracteur, une voiture et ayant aménagé

sa maison d'habitation, mon père est devenu par rapport à l'ensemble du village un paysan moyen. Il s'est maintenu, quoi ! Mais il vous expliquerait que si son niveau de vie a augmenté un peu, c'est parce qu'il n'a eu volontairement qu'un enfant à élever, qu'il n'a jamais pris un seul jour de congé, et qu'il a travaillé le dimanche.

pouvoir», «Mitterrand au gouvernement et ça changera».

C'est indiscutable : aujourd'hui dans le Midi viticole, le P.S. marque des points (dans mon village, la section socialiste se reforme après des années d'inactivité, voire d'inexistence). Il profite d'un «anti-communisme viscéral» qui est même soigneusement entrete-



DES ILLUSIONS QUI TOMBENT

Et ce vin qui ne se vend toujours pas ! Que d'illusions perdues depuis le jour, ce fameux jour où on a décidé tous ensemble «la vente en commun» du vin : avant, chaque viticulteur vendait lui-même son vin au négociant par l'intermédiaire d'un courtier. C'était un gros souci car il fallait se tenir au courant des cours du vin. A présent c'est la cave coopérative qui vend tout le vin et qui répartit ensuite selon la récolte de chacun le fruit de cette vente. Que de réticences il a fallu vaincre pour arriver à convaincre tout le monde ! Les jeunes, partisans de la «vente en commun» disaient qu'en se regroupant, on serait plus fort pour conquérir les marchés et écouler le vin. Oui, que d'illusions perdues depuis ! Le prix d'achat du vin n'augmente pas, ou de façon dérisoire, et les paysans découvrent qu'en supermarché, ce même vin coûte quatre fois plus cher, sans parler du restaurant où on l'a trouvé un jour, par hasard, à 8 fois plus cher !

SI LA GAUCHE ARRIVAIT AU POUVOIR !

Il ne reste que quelques illusions : « Ah, si la gauche arrivait au

nu. Et pour cause ! Entrevoit-on d'autres perspectives dans mon petit village du midi ? Il y en a une qu'on repousse bien vite, c'est celle du «communisme comme en URSS» là où il y a des camps et où on est privé de liberté. Alors il faut expliquer qu'il y a des camps et où on est privé de liberté. Alors il faut expliquer qu'il y a belle lurette que l'URSS n'est plus un pays socialiste, et que des exemples de véritables pays socialistes, c'est la Chine et l'Albanie qui nous les offrent.

Voilà pourquoi il me semble qu'il ne faut pas se contenter de parler de la nécessité de l'unité des ouvriers et des paysans, il faut, j'en suis convaincu, apporter des explications d'ensemble plus profondes pour balayer ce qui me semble essentiel dans la campagne viticole : les illusions réformistes.

Camarades de Michelin, j'espère vous avoir apporté quelques éléments supplémentaires de réflexion.

Salutations communistes.
Orléans, le 12/3/76

COMMUNIQUÉ

Cette année encore, l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire organise un stage de loisirs et de rencontres à l'occasion des vacances de Pâques, du dimanche 28 mars au dimanche 4 avril.

Dans le cadre de cette semaine, outre des excursions, des projections et des activités sportives, sont prévues des discussions avec des travailleurs, des chanteurs, des militants anti-impérialistes étrangers ; différents forums ou carrefours sur les problèmes actuels des jeunes auront lieu ; seront notamment abordées la question de l'animation populaire dans les quartiers contre la campagne anti-jeunes, la lutte contre la réforme Haby, la question de la famille aujourd'hui, etc.

• Le prix du stage (assurance comprise) est fixé à 100 F, avec demi-tarif évidemment pour les chômeurs et les soldats. Localement, les camarades intéressés peuvent prendre contact avec les cercles en vue d'assurer un financement collectif.

• Pour tout renseignement, écrire ou téléphoner au Quotidien qui transmettra.

TELEPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE 208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
Imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

Je m'abonne :

NOM.....
ADRESSE.....
PROFESSION.....

1 an : 250 F
6 mois : 150 F

3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyez au
Quotidien du Peuple
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 231 32 48 F Paris

CINÉMA

TÉLÉVISION

UN APRES - MIDI DE CHIEN

OU
Comment la violence secrète
la violence
Film de Sydney LUMET

Un film très intéressant. Ce qui frappe d'abord, c'est que la virtuosité technique n'est jamais un moyen d'accrocher le spectateur, de le distraire avec des gadgets, pour lui faire oublier l'insignifiance ou l'absence totale du contenu.

Dans «Un après-midi de chien», la maîtrise des procédés cinématographiques (mouvements de caméra, montage), sert constamment le contenu même du film, le concentre, le renforce en dégageant sa spécificité.

UN SIMPLE FAIT DIVERS

Le sujet du film de Sydney LUMET ?
Banal. Puisqu'il s'agit d'un hold-up de dernière catégorie. Banal, mais réel. Puisque le réalisateur a reconstitué un fait divers qui se déroula en août 72 : deux voleurs d'occasion s'introduisent

dans une petite banque populaire de New-York. La police prévenue, ils sont amenés à prendre en otages, directeur et employés. Puis ce sont les tractations gangsters-police. Enfin, l'échec : une balle en plein front pour l'un ; vingt ans de prison pour l'autre.

COUPS DE SIRÈNE ET PHARES PIVOTANTS

Mais à travers cette sorte de routine délinquante qui caractérise les grandes concentrations urbaines capitalistes comme New-York, Sydney LUMET a su faire comprendre, visualiser tout le système, sa force et sa fragilité harmonieusement liées.

Autour de cette banque minable va se mettre en place tout un quadrillage policier : rues barrées, voitures et cars de flics, tireurs d'élite partout, devant la banque, sur les toits. Bref, le verrouillage classique à grands coups de sirène et de phares pivotants.

Et maintenant la fragilité

du système : arrivée immédiate des télé, popularisation immédiate de la prise d'otages donc impossibilité de liquider l'abcès en risquant de tuer «une innocente victime» d'autant que le personnel est constitué de femmes (et tuer une femme, c'est très mal vu).

«ATTICA, ATTICA»

Derrière le cordon policier, il y a aussi les passants de ce quartier populaire : ils manifestent leur hargne envers les flics et applaudissent lorsque le petit truand, un rebelle très politisé, fait appel à leur protection en leur criant «Attica ! Attica !» (nom de cette prison où dans leur foulée répressive les «forces de l'ordre» assassinèrent froidement des dizaines de détenus).

«UN OTAGE, QU'EST-CE QUE C'EST POUR LA POLICE ?»

Et à l'intérieur même de la banque, les employés qui se

sentent beaucoup plus les otages du système que des truands. Elles savent que leur vie pèse peu dans la balance policière et que si les flics en avaient la possibilité, ils n'hésiteraient pas à commettre quelques «bavures» sanglantes pour liquider l'incident. Avec leur 100 dollars par semaine, elles se savent dans la catégorie des exploités, des opprimés et donc menacées elles aussi de la violence policière.

D'autre part, LUMET prend soin d'entrer dans les contradictions des gangsters. Ce sont les inévitables scories

d'une société de profit (guerre au Viet-nam, chômage, taudis...) qui entrent en conflit violent avec cette société qui les a produits.

Avec «Un après-midi de chien», on est vraiment au cœur de l'incohérence, de l'escalade criminelle que secrète le système. L'écriture rapide, nerveuse, brutale du réalisateur parvient à nous enfermer concrètement dans cette sorte de quotidienne poudrière qu'est la société impérialiste.

Paule SACONNET

IL ÉTAIT UNE FOIS... DES FLICS D'OPÉRETTE

Un inspecteur de la brigade des stupéfiants se fait passer pour le frère d'un trafiquant, afin de s'infiltrer dans un gang de la drogue. Ce personnage étant marié et père d'un garçon, on adjoint à l'inspecteur (célibataire endurci), une femme-policier et son jeune fils. Le secret doit être complet, de sorte que la brigade criminelle elle-même considère l'inspecteur comme un dangereux gangster. L'intervention de la Mafia et de la police américaine va compliquer la tâche du «flic». A partir de cette intrigue, Georges Lautner se livre à une joyeuse parodie de film policier où flics et truands se confondent.

Mais cela ne nous fera pas oublier que la police, que les travailleurs et les paysans affrontent dans leurs luttes, n'a rien à voir avec ces flics d'opérette que nous a présentée Lautner.

MARDI 16 MARS

TF1

- 12 h 15 - Réponse à tout
- 12 h 30 - Midi première
- 13 h 00 - JOURNAL
- 13 h 45 - Restez donc avec nous
- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - A la poursuite du chevalier noir
- 21 h 20 - La merveilleuse histoire des jeux olympiques
- 22 h 20 - De vive voix
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

A2

- 13 h 45 - Programmes Régionaux
- 14 h 15 - Les métiers et l'art
- 14 h 30 - Les après-midi d'Antenne 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Les dossiers de l'écran : la drogue Film - débat
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

FR3

- 19 h 00 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash JOURNAL
- 20 h 00 - Les animaux chez eux
- 20 h 30 - Westerns, Aventures
- 22 h 00 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Hsu Hai-tong poursuit son récit des crimes du Kouomintang contre la population des districts rouges d'O-Yu-Wan.

44^e épisode
LES MASSACRES

LES BLANCS ARRIVENT

«Dès l'arrivée des Blancs, les officiers s'étaient mis à diviser les femmes et les filles. Celles qui avaient les cheveux courts ou les pieds naturels avaient été fusillées. Les officiers supérieurs avaient passé les autres en revue, s'étaient attribué les plus jolies pour leur propre usage ; les officiers subalternes avaient ensuite fait leur choix et le reste avait été laissé à la troupe en guise de prostituées. On dit aux soldats que c'étaient des «femmes de bandits» et qu'ils pouvaient en faire ce qu'ils voulaient.

«Beaucoup de jeunes gens de ces districts avaient rejoint l'Armée rouge, mais parmi ceux qui étaient restés et même parmi les vieillards, il n'en manqua pas qui cherchèrent à venger ces crimes sur les officiers blancs. Tous ceux qui protestèrent furent fusillés comme communistes. Les survivants nous racontèrent que les Blancs s'étaient battus entre eux pour la distribution des femmes. Après qu'elles eurent été violées, on envoya ces femmes et ces filles dans les villes où elles ont été vendues. Seuls les officiers en ont gardé quelques-unes jugées dignes d'être concubines.

— Etes-vous sûr que ces troupes étaient celles du gouvernement national ? interrompis-je.

— Oui, c'était le 13^e Corps d'armée du général T'ang En-p'o, et le 3^e Corps d'armée du général Wang Kiun. Les généraux Cha Tou-yin, Liang Koan-yin et Song T'ien-t'ai sont aussi responsables. (...)

A COUPS DE MITRAILLEUSES

Le même mois, également dans le hsiên de Hoang-an, notre 25^e Armée rouge atteignit Aokong-tchai. Cette bourgade, naguère animée, était maintenant déserte. En marchant en dehors de la ville, nous avons vu sur la colline une cabane de



paysan d'où s'échappait de la fumée ; quelques-uns d'entre nous avons grimpé jusque-là, mais le seul occupant était un vieillard qui semblait être devenu fou. Nous sommes redescendus dans la vallée et sommes bientôt arrivés à un long entassement de cadavres d'hommes et de femmes. Il y avait plus de quatre cents corps et ils avaient évidemment été tués peu de temps avant. En certains endroits, le sang avait plusieurs pouces de profondeur. Des femmes serraient encore leurs enfants contre elles. Beaucoup de corps étaient empilés les uns sur les autres.

«Subitement, j'ai remarqué qu'un des corps remuait et nous avons trouvé que c'était un homme encore vivant. Après cela, nous avons découvert que plusieurs autres étaient encore en vie, en tout plus d'une dizaine. Nous les avons emportés et avons soigné leurs blessures, et ils nous ont raconté ce qui s'était passé. Ces gens avaient fui leur village pour se cacher dans cette vallée et avaient campé en plein air. Mais les officiers blancs avaient amené leurs hommes dans cet endroit, avaient fait mettre les mitrailleuses en batterie sur le coteau et ouvert le feu sur les gens

qui étaient en bas. Ils avaient tiré pendant des heures pour être sûr de tuer tout le monde. Ils étaient ensuite partis sans se retourner. (...)

VENGER LES MORTS !

Le lendemain Hsu mena toute son armée dans cette vallée pour que ses hommes voient les morts, parmi lesquels les soldats reconnurent des paysans qu'ils avaient fréquentés, des hommes et des femmes qui les avaient logés ou leur avaient vendu des melons ou qu'ils avaient rencontrés dans les coopératives. Les soldats furent profondément émus. Hsu dit que cette expérience avait trempé ses troupes d'un moral inflexible et d'une détermination de mourir en combattant et que durant toute la période de douze mois de la dernière grande expédition annihilatrice pas un homme n'avait déserté de la 25^e Armée. (...)

«Vers la fin de la Cinquième Campagne, poursuivit Hsu, presque chaque maison renfermait des morts. Nous entrions dans un village qui paraissait vide jusqu'au moment où nous regardions dans les maisons en ruine. Alors nous trouvions des cadavres sur le seuil, sur le sol, ou sur le k'ang ou cachés dans un coin. Même les chiens avaient fui de beaucoup de villages. En ce temps-là, nous n'avions pas besoin d'espions pour surveiller les mouvements de l'ennemi. Nous le suivions facilement à la vue de la fumée s'élevant des bourgs et hameaux incendiés.

Ce n'est là qu'une petite, une très petite partie des récits que j'ai entendus de la bouche de Hsu Hai-tong et d'autres qui combattirent dans cette année terrible et qui à la fin s'acheminèrent vers l'ouest, leur «base» humaine détruite - non leur armée. Le sang de sa jeunesse baignait les collines et les vallées de ce pays, et son cœur, sa matière vivante, en était arraché. Plus tard, je parlai à maints combattants d'O-Yu-Wan, et ils me racontèrent des histoires encore plus lamentables. Ils n'aimaient pas parler de ce qu'ils avaient vu ; ils ne faisaient que répondre à mes questions, et il était visible que l'expérience avait marqué leur esprit du sceau indélébile de la haine de classe.

(à suivre)

LES FETES DE L'INDEPENDANCE

LE PEUPLE SAHRAOUI SEUL INTERESSÉ

par Grégoire CARRAT

A partir du 28 février, les meetings et les manifestations se poursuivront pendant une semaine. D'abord une grande réunion dans chaque campement, ici on organise une manifestation qui va visiter les autres campements, là au contraire on se réunit sur la place centrale autour du mât et les chants, les mots d'ordre se répètent pendant des heures.

Puis chaque camp organisera à son tour une fête à laquelle il invite ses plus proches voisins ou au delà. Alors on voit s'avancer les groupes compacts des délégations qui arrivent drapeaux au vent derrière de grandes banderoles.

C'est le grand meeting tenu en présence du conseil national sahraoui et des dirigeants du Front Polisario au centre administratif des camps, le moukhaim Hafed Boujema, qui marquera le début des fêtes.



«Tant que je serai vivante, le roi n'aura pas le Sahara». Les femmes sont arrivées par longues files, drapeaux déployés. Un tebal, les tambours est en

tête avec un groupe de chanteuses qui lancent les couplets que les femmes reprennent toutes en chœur. Sur les banderoles on lit «Vive la République

Arabe Sahraoui Démocratique», mais aussi des banderoles qui rappellent que le Saguia el Hamra et Wadi Dahab n'appartiennent ni au Maroc ni à la Mauritanie.

Nous réaffirmons en cette journée historique la volonté du peuple sahraoui. Elle s'est exprimée par la création de la République Arabe Sahraoui Démocratique sur notre terre de la Saguia el Hamra et Wadi Dahab, dans ce pays aux traditions démocratiques séculaires.

A 16H. dans le plein soleil, devant la grande tente officielle, Mohamed Ould Ziou, président du Conseil National Sahraoui, s'adresse à ceux de son peuple qui ont du se replier en territoire algérien. A l'annonce de la République, comme à Bir Lahlou la nuit dernière, les



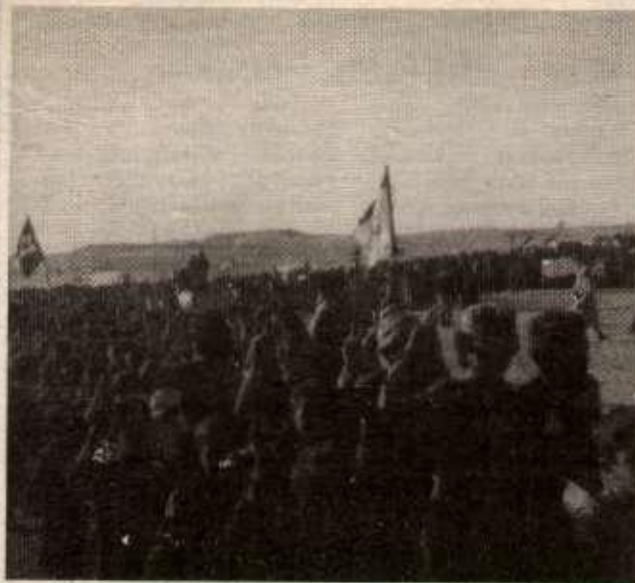
you you sont couverts par les salves.

«Le peuple sahraoui est le premier et en fait le seul véritable intéressé dans ce qu'on appelle l'affaire du Sahara Occidental. Les autres, y compris ses voisins

sont intéressés seulement par le devoir qu'ils ont de l'aider à se libérer et donc à achever la décolonisation dans la région qui nous abrite tous» déclarait dans son discours Mohamed Lamine, aujourd'hui premier ministre.

Les enfants des écoles prennent place dans un arche impeccable en chantant l'hymne national : «Qu'attends-tu de la Révolution ?» «La révolution va tirer sur l'ennemi, chasser l'envahisseur, mobiliser le peuple.

Le peuple répond la petite fille qui, comme tous les enfants de 6 ans, a entamé sa première année d'école. Mais elle a du fuir El Aioun, marcher des nuits entières dans le désert, voir d'autres enfants mourir, pour arriver là avec son peuple grâce à la protection du Front POLISARIO. Quelle génération farouche la barbarie du roi a fait naître sur la terre du Sahara !



Le Sahara au cœur de l'Afrique

«Nous tenons à remercier le peuple malgache car la République de Madagascar a été le premier Etat à reconnaître notre Etat et cela avant que 24 heures se soient écoulées». Ces paroles seront répétées maintes fois au cours de ces journées. Dès sa naissance, la République Sahraoui est reconnue comme africaine. Du même coup, toutes les ambitions du roi du Maroc et du régime mauritanien sont condamnées et leurs régimes isolés sur le continent.

«L'enjeu est important, explique Cubillo, secrétaire du mouvement pour l'indépendance des Canaries. Les Américains accélèrent leur installation sur les bases des îles Cana-



ries, pour remplacer les Açores. L'île de Ténériffe en particulier, dispose d'u-

ne piste très longue et extrêmement bien construite. Ils veulent installer là

des missiles nucléaires, qui doivent quitter l'Espagne. Mais la côte sahraoui est très proche, alors que de telles installations ont besoin d'un périmètre de sécurité de mille kilomètres. C'est pourquoi, ils redoutent l'indépendance du Sahara. C'est une raison pour laquelle les Etats Unis offrent tout leur soutien à Hassan. C'est pourquoi la lutte du peuple guanche (des Canaries) et du peuple sahraoui continuent d'être étroitement solidaires, même après le retrait des colonialistes espagnols du Sahara».

L'indépendance du Sahara, c'est pour tous les pays d'Afrique, un peu de leur indépendance propre.

La chanson qui a pris naissance avec la République n'était hier et même tout à l'heure qu'un air sur lequel inlassablement on reprenait «Tahia Jamhoriya arabia sahraouiya démocratia». Là un groupe s'est réuni autour d'un tambour et invente des paroles. Quelqu'un vient et propose un couplet aussitôt repris en chœur. Des nouveaux couplets qui naissent ainsi dans ces groupes parlent de la longue lutte du peuple sahraoui et sa volonté de chasser le roi de son territoire, très rapidement ils sont freonnés de groupe en groupe. La chanson de l'indépendance est en train de naître.

«Le Sahara est notre terre» Ce n'est pas une masse de réfugiés qui a

organisé ces fêtes grandioses, mais un peuple, organisé par le Front POLISARIO, soudé par ses traditions, son histoire, sa culture que le combat mené aujourd'hui exalte encore.

«Nous existons. Nous combattons, mais nous ferons les fêtes de l'indépendance à El Aioun». Chassé de sa terre, le peuple sahraoui refuse de se laisser dispersé, détruire comme peuple. Il regroupe ses forces, humaines, sociales, morales. La proclamation de la République Arabe Sahraoui Démocratique c'est sa riposte, à la prétention du roi du Maroc. Par le fusil, il défend ses droits sur sa terre, par son Etat il affirme sa souveraineté nationale «qui appartient au peuple».